GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

ABONNEMENT:
Trois Mois, 18 Francs.
Six Mois, 36 Francs.
L'Année, 72 Francs.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

BUREAUX:

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2,
au coin du quai de l'Horloge, à Paris; 2

(Les lettres doivent être affranchies.)

Sommaire.

TRAVAUX LÉGISLATIFS. — Proposition sur le scrutin secret. **JUSTICE CIVILE.** — Cour de cassation (ch. des requêtes). **Bulletin:** Société commerciale; défaut de publication; tiers; décès; dissolution; continuation; contre-lettre; nullité. — Greffier de Tribunal de commerce; prestation de serment; Cour royale; excès de pouvoir. — Assignation; délai. — Armateur; responsabilité. — Cours d'eau; jouissance; règlement d'après les titres. — Pourvoi; fin de non-recevoir. — Cour de cassation (ch. civile). **Bulletin:** Partage; supplément; objets attachés à un immeuble à perpétuelle demeure; statue. — Désaveu d'avoué; acquiescement. — Tribunal de commerce de la Seine: Artistes dramatiques; demande en résiliation d'engagement; M. Dejean, directeur du Cirque-Olympique, contre M. et Mme Lejars.

JUSTICE CRIMINELLE. — Cour d'assises des Bouches-du-Rhône: Empoisonnement; accusation contre la femme, le beau-père et la belle-mère de la victime; questions médico-légales. — Tribunal correctionnel de Paris (6^e ch.): Magaétisme animal; somnambulisme; exercice illégal de la médecine. — Tribunal correctionnel de Paris (7^e ch.): Outrage et injures à un capitaine de la garde nationale dans l'exercice et à l'occasion de l'exercice de ses fonctions; diffamation; question préjudicielle; compétence.

QUESTIONS DIVERSES.

CHRONIQUE. — Paris: Garde nationale; question de nationalité. — Arrestation de deux forçats. — Vols de réverbères. — Etranger (Angleterre): Le maniaque Stevenson. — (Suède): Sociétés de tempérance; leur influence sur les mœurs.

TRAVAUX LÉGISLATIFS.

PROPOSITION SUR LE SCRUTIN SECRET.

Nous voici revenus, après une courte excursion dans le domaine des questions pratiques, sur le terrain des débats inféconds et des motions de fantaisie, qui jouent un si grand rôle à la Chambre des députés. L'honorable assemblée se complait et se dresse en quelque sorte un lit de parade dans les discussions qui n'offrent point une utilité immédiate, mais qui ouvrent en revanche un vaste champ aux bruyantes promenades de l'éloquence et aux savantes manœuvres de la théorie. C'est en effet là que se déploient dans toute leur puissance les plus nobles qualités oratoires; c'est là que brillent dans tout leur éclat les ressources si magnifiques et si hautement pronées aujourd'hui de l'improvisation parlementaire. Or, le moyen de se poser en orateur et de se faire interrompre ou applaudir, avec une loi humble, obscure, pauvrement vêtue, dépourvue de tout prestige, une loi cependant fort utile, la loi du notariat! Aussi comme tous les bancs restaient dégarnis; comme on se hâta peu de monter à la tribune si vivement assiéger en des temps plus opportuns. Trois jours d'examen pour la loi du notariat, et quel examen! c'est assez, c'est trop même. L'adresse en réponse au discours de la Couronne, la politique générale du gouvernement, les interpellations adressées au cabinet, la réforme électorale, l'abolition du scrutin secret, à la bonne heure; ces questions si graves, si complexes, si étendues, veulent être étudiées, débattues, éclaircies à nouveau, car depuis le temps qu'on s'en occupe il pourrait bien se faire qu'on les eût encore obscurcies; prenons quinze jours, un mois, deux mois même, s'il le faut; on ne saurait trop insister sur ces matières, le salut du pays est à ce prix. Et, retranchés derrière ce mot si grandiose et si sonore, MM. les députés vont droit dans cette voie stérile et d'une longueur interminable; ils se garderont bien d'arriver.

Donc, c'était aujourd'hui la proposition de M. Duvergier de Hauranne, pour la substitution du vote public au scrutin secret, qui se trouvait en cause, et tout le monde était à son poste; pas un de ceux qui assistent habituellement aux séances politiques n'avait manqué à l'appel. Était-ce là un sujet de si haute importance et réellement digne de tout l'intérêt qu'il semblait exciter? Le pays n'avait pourtant pas à s'en préoccuper, selon nous, quoi qu'on ait pu dire; la Chambre seule pouvait y attacher une certaine valeur, puisqu'il s'agissait d'une modification essentielle à son règlement intérieur; la presse, spéciale ou non, avait le droit d'y rester étrangère; et si nous nous hasardons à raconter brièvement ce débat, c'est qu'il a été considéré comme l'exorde nécessaire d'une motion plus sérieuse qui sera discutée demain, celle relative à la promotion des députés à des fonctions publiques salariées et à l'avancement des députés fonctionnaires.

Une première réflexion nous est venue tout d'abord comme à bien d'autres. Comment se fait-il que l'initiative ait été prise par un membre de l'opposition? L'opposition n'avait-elle pas à craindre de s'aliéner, au jour des scrutins décisifs, les suffrages d'un assez grand nombre de députés timides, irrésolus, ennemis de la publicité, qui redoutent l'œil du maître, et qui ne se décident à un acte d'hostilité qu'en considération du mystère de l'urne? N'a-t-elle pas compris qu'il est des consciences timorées qui sentent leur courage faiblir devant les regards de la foule, et qui n'oseraient jamais affronter l'épreuve de la confession publique? La loi de disjonction, la loi de dotation, la loi sur la propriété littéraire, et tout récemment celle sur le chemin de fer de la Teste, avaient été acceptées par assis et levé; elles ont échoué devant le scrutin secret. L'opposition a profité plus que tout autre parti de ce mode usuel de voter sans contrôle; elle en a longtemps reconnu les avantages à son point de vue exclusif; pourquoi n'en voit-elle aujourd'hui que les inconvénients?

M. Duvergier de Hauranne a pensé qu'il était du devoir de tout député consciencieux de s'élever au-dessus de ces considérations d'ordre secondaire et de traiter le sujet de plus haut.

Il en a envisagé d'abord, dans la succession de nos assemblées, le côté historique, qui ne peut jamais avoir, à notre sens, une autorité décisive, et qui ne valait peut-être pas la peine d'une réfutation: « En Angleterre, a-t-

il dit ensuite, on vote de temps immémorial par voie de division; en Belgique, en Espagne, à Genève, le vote public est la règle, le vote secret l'exception; au-delà de la Manche, on a souvent rédigé des pétitions pour obtenir le scrutin secret dans les opérations électorales, mais jamais personne n'a eu l'idée de l'invoquer pour les décisions du parlement. »

Passant à l'examen de la question en elle-même, il a dit que le vote public était la conséquence obligée de la discussion publique, qu'il serait un moyen efficace d'introduire à la Chambre des opinions droites, honnêtes et sincères; d'y supprimer les nuances flottantes et intermédiaires; d'y créer, avec toutes les garanties de la force, de la cohésion et de la durée, deux grands partis, de gouvernement, et d'opposition. Puis il s'est mis au point de vue de l'électeur, et il a soutenu avec vigueur le principe du double droit du mandant et du mandataire. Le droit du premier n'est pas épuisé après la nomination; le devoir du second est de rendre un compte rigoureux à ses commettants. Son discours, qu'il nous est impossible d'analyser, même succinctement, dans les bornes étroites de cet article, était substantiel, énergique, complet, fortement motivé; il a présenté une à une toutes les objections, et les a résolues avec une netteté singulière; il a été au-devant de toutes les allégations, de tous les doutes, de toutes les hésitations des esprits incertains; il a conclu au nom de l'honnêteté, de la vérité, de la moralité; et, nous devons le reconnaître, M. Duvergier de Hauranne a été presque constamment dans le vrai.

Après les développements si habilement présentés par l'auteur de la proposition, sont venues tout à la fois l'attaque et la défense. M. de Lespée, M. d'Haussonville, M. Séglio, M. Jules de Lasteyrie, M. Abraham Dubois, ont pris tour à tour la parole pour et contre avec plus ou moins de bonheur. Mais M. Duvergier de Hauranne avait si bien tracé les véritables limites de la question, il en avait déterminé le cadre avec une précision telle; il en avait abordé les incidens et discuté les accessoires avec une si rare justesse, que l'on pouvait à bon droit considérer la matière comme épuisée. Aussi tous les orateurs, amis et ennemis, ont-ils inévitablement tourné dans cet infranchissable cercle de Popilius.

M. de Lespée s'est surtout préoccupé de la motion par rapport à l'attitude nouvelle qu'elle prétendait donner à la Chambre. M. de Lasteyrie a peut-être un peu abusé des grands mots d'indépendance nationale, de dignité, d'intérêts du pays, bien qu'il ait parlé avec une chaleur dont on lui a su gré sur un certain nombre de bancs. M. Abraham Dubois a, pour ainsi dire, pris le côté intime de la question, et il a esquissé un tableau assez curieux des obsessions de tout genre, des reproches affectueux, des rancunes secrètes auxquelles se trouverait exposé le député assez courageux pour voter publiquement sur une matière importante contre le vœu de son parti.

La Chambre attendait de M. Desmousseaux de Givré quelques raisons nouvelles à l'appui de la proposition de son honorable collègue; mais le spirituel antagoniste de M. Dufaure a mieux aimé se livrer à un récit assez plaisant du reste des motifs qui forcèrent son silence en 1839, lors du rejet de la loi de dotation, et M. Vivien est monté à la tribune.

L'ancien garde-des-sceaux, esprit sain et pratique, s'est montré fort hostile au vote public, et a présenté, dans l'intérêt du scrutin secret, une bonne raison, la meilleure peut-être que les adversaires de la motion aient jamais invoquée. Il a dit que depuis douze ans le scrutin secret avait été successivement demandé par tous les partis; que tous avaient trouvé ce mode excellent, et il s'est demandé par quelle révélation subite ils avaient pu s'apercevoir de leur erreur. Puis il a ajouté qu'il voterait contre la prise en considération pour deux motifs principaux: le premier, c'est que la presse, monopolisée par les droits exorbitants du timbre et de la poste, au profit de quelques-uns, était une puissance redoutable, et que ce serait lui fournir une arme nouvelle contre les opinions indépendantes et consciencieuses; le second, c'est qu'avec le vote public, les hommes pusillanimes céderaient à un gouvernement fort dans les temps de calme, et qu'ils ne sauraient pas résister aux factions dans les jours orageux.

L'impression produite par ces quelques paroles énergiquement accentuées a été vive, si vive que M. Odilon Barrot a senti le besoin de faire un noble appel aux sentiments chevaleresques de la Chambre, afin d'atténuer l'effet produit sur tous les bancs par la harangue du préopinant. « La liberté politique, s'est-il écrié, ne peut se défendre que par la publicité; elle n'existe qu'à la condition de la responsabilité; elle doit hautement s'avouer, sous peine de ne plus être; aux époques de tempêtes révolutionnaires, ce n'est point par les lâchetés du scrutin secret que les assemblées politiques échappent aux vengeances populaires, c'est par une franchise et courageuse lutte contre les excès des partis soulevés. »

La chambre a ensuite passé au vote par assis et levé sur la prise en considération; deux épreuves successives ont été déclarées douteuses, et, chose bizarre! pour savoir s'il y avait lieu, de par la majorité, à introduire le vote public, il a fallu procéder au scrutin secret.

La proposition a été rejetée par 201 voix contre 193, sur 394 votans.

JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (chambre des requêtes).

(Présidence de M. Zangiacomi.)

Bulletin du 23 mars.

SOCIÉTÉ COMMERCIALE. — DÉFAUT DE PUBLICATION. — TIERS. — DÉCÈS. — DISSOLUTION. — CONTINUATION. — CONTRE-LETTRE. — NULLITÉ.

De ce que l'article 1863 du Code civil décide que le décès de l'un des associés dissout la société, il ne s'ensuit pas que sa continuation, lorsqu'elle a lieu après cet événement, doive nécessairement être constatée par écrit. L'écriture n'est pas de l'essence de l'acte de continuation, ainsi que le prouve l'article 1868 du même Code.

Les formalités exigées par l'article 42 du Code de commerce, pour la validité de l'acte de société, ne sont prescrites, à peine de nullité, qu'à l'égard des associés entre eux, et leur

omission n'est pas opposable aux tiers qui ont contracté de bonne foi avec la société.

Une contre lettre destinée à constater un contrat de gage est un acte synallagmatique de sa nature, et, conséquemment, il est soumis pour sa validité à la formalité de l'article 1523 du Code civil, qui déclare que les actes sous seing-privé qui contiennent des conventions synallagmatiques ne sont valables qu'autant qu'ils ont été faits en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct.

Rejet en ce sens du pourvoi des syndics de la faillite Melidor-Moisson contre un créancier de la société Moisson-Pierre. — Cour royale de Caen. — M. Lebeau, rapporteur. — M. Delangle, avocat-général, conclusions conformes. — Plaidant, M. Natchet.

GREFFIER D'UN TRIBUNAL DE COMMERCE. — PRESTATION DE SERMENT. — COUR ROYALE. — EXCÈS DE POUVOIR.

Une Cour royale a excédé ses pouvoirs en recevant le serment d'un greffier de l'un des Tribunaux de commerce de son ressort. Le serment des greffiers des Tribunaux de première instance doit être prêté, aux termes de la loi du 24 août 1790, qui n'a été abrogée, en cette partie, par aucune autre loi postérieure, devant la juridiction à laquelle ils sont attachés. Il en est de même pour les greffiers des Tribunaux de commerce.

La Cour royale de Poitiers avait, contrairement aux réquisitions du ministère public, qui contestait sur ce point la compétence de la Cour, ordonné que le sieur Talonneau, greffier du Tribunal de commerce de Niort, prêterait serment devant elle. La Cour royale s'était fondée sur l'art. 26 du décret du 30 mars 1808, ainsi conçu :

« Les réceptions des juges de première instance et de commerce, de nos procureurs impériaux et de leurs substitués, celle des officiers ministériels près la Cour, et autres, seront faites à l'audience de la chambre où siège le premier président, ou à l'audience des vacations si ces réceptions se font pendant les vacations. »

Elle avait raisonné ainsi : Les greffiers font partie intégrante des Tribunaux auxquels ils sont attachés; ils en sont membres nécessaires. Or, dès que le décret de 1808 exige que la réception des juges de première instance et de commerce ait lieu devant la Cour royale, pourquoi recevrait-on avec moins de solennité les greffiers qui sont attachés à ces Tribunaux? Ces fonctionnaires sont si bien assimilés aux membres des Cours et des Tribunaux, que les empêchemens résultant de la parenté ou de l'alliance leur sont en tout point applicables. Si les greffiers ne sont pas désignés expressément dans l'article 26 du décret précité, il n'en est pas moins évident, par la force de leur assimilation aux juges des Tribunaux, qu'ils y sont implicitement et nécessairement compris. D'ailleurs, les mots *et autres* dont se sert l'article 26 autorisent cette interprétation. Donc ils doivent, comme ceux-ci, prêter serment devant la Cour royale.

La conséquence de ce raisonnement était de considérer la loi du 24 août 1790 comme virtuellement abrogée par le décret de 1808.

La Cour, sur le réquisitoire de M. le procureur-général, et sans avoir besoin d'examiner la question de savoir si les greffiers sont membres des Tribunaux (l'affirmative ne saurait être douteuse), a décidé que la loi du 24 août 1790 était encore en vigueur, et que la Cour royale de Poitiers avait excédé ses pouvoirs en s'emparant d'une attribution qui appartient à une autre juridiction. Elle a en conséquence prononcé l'annulation de la décision de la Cour royale de Poitiers, et ordonné la transcription de son arrêt sur les registres de cette Cour.

ASSIGNATION. — DÉLAI.

Est-il vrai qu'un acte d'appel dans lequel l'intimé est assigné à comparaître d'une date à la forme de la loi, soit nul à défaut d'énonciation du délai additionnel à raison des distances?

La Cour royale de Grenoble avait résolu cette question affirmativement.

Le pourvoi fondé sur la fautive application des articles 61, 72, 456, 1053 du Code de procédure et sur la violation de l'article 1050 du même Code, a été admis au rapport de M. le conseiller Pataille et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Delangle; plaidant, M. Victor Augier.

(Voir dans le sens de cette admission, arrêt de cassation du 20 février 1833, arrêt de la Cour royale de Bourges du 21 mars 1821, arrêt de Nîmes du 28 juin 1824, etc., etc. Carré, t. II, n. 1630; Merlin, Répert. v. *Délai*.)

ARMATEUR. — RESPONSABILITÉ.

La responsabilité civile que l'art. 216 du Code de commerce fait peser sur le propriétaire ou armateur du navire, à raison des faits du capitaine, n'est point applicable, lorsque celui dont on veut le faire déclarer responsable n'était point capitaine, mais simple locataire du navire.

Le Tribunal de commerce de La Rochelle avait jugé le contraire.

Pourvoi. Admission. Logno, Debray et consorts, propriétaires du bateau à vapeur appelé *l'île-de-Ré*, contre Racaud; M. Lebeau, rapporteur; M. Delangle, avocat-général, conclusions conformes; plaidant M. Marmier.

(Complément du bulletin d'hier.)

COURS D'EAU. — JOUISSANCE. — RÈGLEMENT D'APRÈS LES TITRES.

La question de savoir si les eaux d'une rivière sont affectées en totalité à l'usage d'un moulin auquel elles arrivent par le moyen d'un barrage dépend de l'examen des titres, et lorsque les Tribunaux ont décidé, en vue de ces titres, que le propriétaire du moulin n'a droit qu'à un volume nécessaire pour le jeu de son usine, volume qu'ils ont arbitré devoir être de la moitié des eaux, cette décision est un règlement d'eau fait conformément aux droits de chacun, et qui, conséquemment, échappe à la censure de la Cour de cassation.

Rejet du pourvoi du sieur Dupré contre un arrêt de la Cour royale de Lyon rendu au profit du sieur Giraudier et consorts. — M. Joubert, rapporteur. — Conclusions conformes de M. Delangle, avocat-général. — M. Maulde, avocat.

POURVOI. — FIN DE NON-RECEVOIR.

Est non-recevable dans son pourvoi le demandeur en cassation qui ne produit pas le jugement de première instance lorsque l'arrêt attaqué ne fait qu'adopter purement et simplement les motifs du jugement qu'il confirme.

Benoist. — M. Joubert, rapporteur. — M. Delangle, avocat-général, conclusions conformes. — M. Ledru-Rollin, avocat.

COUR DE CASSATION (chambre civile).

(Présidence de M. le premier président Portalis.)

Bulletin du 22 mars.

PARTAGE. — SUPPLÉMENT. — OBJET ATTACHÉ À UN IMMEUBLE À PERPÉTUELLE DEMEURE. — STATUE.

Bien qu'un objet mobilier (par exemple une statue) se soit trouvé, lors du partage d'une succession, attaché à perpétuelle demeure à un immeuble qui en dépendait, il n'en résulte pas nécessairement que cet objet soit compris dans le lot de celui des copartageans auquel l'immeuble est attribué, lorsque d'ailleurs il résulte des actes et de l'intention des parties qu'à raison de son caractère d'inaliénabilité présumée, cet objet n'est pas entré dans l'appréciation des valeurs héréditaires.

Cette décision a été rendue dans l'affaire dont nous parlions hier (Voir la Gazette des Tribunaux du 22 mars).

La Cour royale d'Aix (arrêt du 23 février 1839) avait décidé que la statue de la Vierge (par Puget), dont la propriété était litigieuse, n'avait pas été comprise dans le partage de la succession de Boisgelin, bien qu'elle fut attachée à perpétuelle demeure à une chapelle comprise dans le lot d'un des cohéritiers, parce qu'il résultait des faits, des actes, et de l'intention des parties que dans la pensée où l'on était que cette statue se trouvait hors du commerce à raison de son affectation à un service religieux, on n'en avait pas apprécié la valeur comme élément du partage. Qu'en conséquence il y avait lieu à un supplément de partage (art. 887, Code civil).

Cet arrêt, plutôt motivé en fait qu'en droit, a été maintenu par la Cour suprême.

Plaidans, M^{rs} Mandaroux-Vertamy et Paul Fabre. — Rapporteur, M. Moreau; concl. M. Hello.

DÉSAVEU D'AVOÜÉ. — ACQUIESCEMENT.

La partie qui signifie l'arrêt par elle obtenu, mais sous la réserve expresse de faire statuer ultérieurement sur un chef de conclusions omis par erreur dans les conclusions déposées par son avoué, et sur lequel dès lors il n'a pas été statué par la Cour, bien qu'il eût été apprécié en 1^{re} instance, n'est pas réputée, par cette signification (qui n'est pas pure et simple), exécuter l'arrêt dans les termes de l'article 362 du Code de procédure civile, et se rendre par là non recevable à intenter, en dehors du délai fixé par cet article, une action en désaveu contre l'avoué à raison du préjudice que lui a causé l'omission du chef de conclusions.

On dirait à tort, pour faire résulter d'une signification ainsi faite sous réserve une exécution formelle de l'arrêt dans toutes ses parties, qu'un arrêt est indivisible dans son exécution, et qu'on n'y acquiesce pas en partie, surtout par rapport à l'action en désaveu.

Dans l'espèce, la partie n'avait intenté l'action en désaveu contre son avoué qu'après avoir épuisé en vain plusieurs autres voies de recours dans le but d'arriver à anéantir, au regard de ses adversaires principaux, les effets de l'omission dont elle avait été victime.

Cassation d'un arrêt de la Cour royale de Rennes du 24 août 1839. (Aff. de Lincé. Rapp. M. Piet; concl. conf. de M. Hello; plaid. M^{rs} Moreau et Rigaud.)

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE.

(Présidence de M. Chevalier.)

Audience du 22 mars.

ARTISTES DRAMATIQUES — DEMANDE EN RÉSILIATION D'ENGAGEMENT. — M. DEJEAN, DIRECTEUR DU CIRQUE-OLYMPIQUE, CONTRE M. ET M^{me} LEJARS.

Nous avons rendu compte dans la Gazette des Tribunaux du 10 de ce mois des débats qui ont eu lieu devant le Tribunal de commerce entre M. Dejean et M. et Mme Lejars. Le Tribunal, vidant son délibéré, a rendu aujourd'hui le jugement suivant :

- Attendu la connexité, joint les causes, et statuant sur le tout par un seul jugement;
- Reçoit Lejars opposant en la forme au jugement du 13 décembre dernier, et statuant sur le mérite de son opposition :
- En ce qui touche la demande de Dejean, tendante à la résiliation de l'engagement verbal des sieur et dame Lejars,
- Attendu que cet engagement, consenti solidairement par les sieur et dame Lejars le 12 novembre 1840, ne doit expirer que le 1^{er} avril prochain; que néanmoins Dejean, directeur du Cirque-Olympique, se fondant sur une absence de vingt jours faite en décembre dernier par Lejars, demande la nullité du contrat à partir dudit mois de décembre;
- Attendu qu'en quittant Paris pendant vingt jours pour aller à Francfort-sur-Main, il est constant que Lejars n'avait pas l'intention de rompre son engagement; qu'il ne retourne s'est mis à la disposition de son directeur; qu'il ne s'est d'ailleurs absenté que pour remplir un devoir de famille, et que dès lors il n'y a pas lieu de résilier pour ce fait les conventions verbales établies entre les parties.
- En ce qui touche les dommages-intérêts réclamés par Dejean :
- Attendu que si le demandeur prétend avoir éprouvé un préjudice, ne pouvant employer Lejars dans une pièce nouvelle intitulée le *Prince Eugène*, il faut reconnaître que le concours de cet habile écuyer aurait ajouté au succès de la représentation;
- Attendu qu'il appartient au Tribunal d'apprécier le tort causé au directeur du Cirque par le fait de Lejars, mais en ayant toutefois égard aux circonstances de la cause;
- En ce qui concerne la demande reconventionnelle des sieur et dame Lejars :
- Attendu que l'engagement étant maintenu, les appointemens des sieur et dame Lejars leur sont acquis pour les mois de décembre, janvier et février, mais qu'ils demeurent solidairement responsables envers Dejean des dommages-intérêts qui peuvent être mis à la charge de l'un ou de l'autre jusqu'au terme de leur engagement;
- Par ces motifs,
- Lecture faite du rapport de l'arbitre, déclare nul et de nul effet le jugement du 13 décembre dernier.
- Et statuant par jugement nouveau :
- Déclare Dejean mal fondé en sa demande en résiliation de l'engagement verbal des sieur et dame Lejars, et l'en déboute;
- Condamne, par les voies de droit et par corps, Dejean à payer à la dame Lejars la somme de 1,300 fr. pour ses appointemens jusqu'au 1^{er} mars courant, et pareille somme à Lejars et au même titre;
- Autorise Dejean à retenir sur les 1,300 francs par lui dus à Lejars une somme de 800 francs à laquelle le Tribunal fixe les dommages-intérêts pour le préjudice que ce dernier lui a causé par son absence;
- Ordonne qu'il sera fait masse des dépens, qui seront partagés entre Dejean et Lejars.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'ASSISES DES BOUCHES-DU-RHÔNE.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Berge. — Audience du 16 mars.

EMPOISONNEMENT. — ACCUSATION CONTRE LA FEMME, LE BEAU-PÈRE ET LA BELLE-MÈRE DE LA VICTIME. — QUESTIONS MÉDICO-LÉGALES.

A dix heures, l'audience est ouverte. Une foule considérable se presse dans l'enceinte pour suivre les détails de ce drame, auquel les recherches de la science ont ajouté un vif intérêt.

Les accusés sont introduits. Ils déclarent se nommer : Marie Anne Tisot, veuve Barbe, âgée de trente ans, sage-femme à Marseille; Jeanne-Marie Tissier, épouse

Tisot, âgée de quarante-neuf ans, cabaretière à Marseille; et Louis Tisot, âgé de cinquante ans, cabaretier à Marseille.

La femme Barbe est entièrement vêtue de noir. Elle tient les yeux baissés; son attitude est calme.

M. le substitut du procureur général Darnis occupe le siège du ministère public.

M^{rs} Tardif et Cohen sont au banc de la défense.

La Cour rend un arrêt par lequel, vu la longueur présumée des débats, elle s'adjoint un magistrat suppléant, et elle ordonne qu'on tirera au sort deux jurés supplémentaires.

Après la lecture de l'acte d'accusation, la parole est donnée à M. l'avocat-général, qui s'exprime ainsi:

Messieurs les jurés, la loi autorise le ministère public à prendre la parole, avant l'ouverture des débats, pour exposer l'affaire au jury. Cet exposé paraît superflu à quelques-uns après la lecture de l'acte d'accusation qui contient l'analyse fidèle des faits du procès. Aussi, la défense manque-t-elle rarement de le qualifier de réquisitoire anticipé, de développements d'autant plus dangereux, qu'il n'est point permis à l'accusé d'y répondre. Cependant, Messieurs, il est des causes, et celle-ci est de ce nombre, dans lesquelles la lecture rapide de l'acte d'accusation est insuffisante pour vous faire saisir l'ensemble des circonstances qui vont être l'objet de vos recherches. Une analyse orale devient alors d'une grande utilité. D'un autre côté, il est facile au ministère public d'éviter l'exagération dont la défense aurait le droit de se plaindre. La présomption d'innocence protège les accusés jusqu'à la fin des débats; nous devons donc nous abstenir de toute argumentation avant que la contradiction soit possible; encore moins ne nous est-il pas permis d'exprimer une opinion prématurée sur l'issue encore douteuse des débats. Tout doit rester entier entre l'accusation et la défense jusqu'au moment solennel de la discussion.

Ces réflexions vous ont fait pressentir quel est le véritable but de notre exposé. Nous vous dirons, sans commentaires, sans développements oratoires, les faits qui doivent principalement fixer votre attention; nous poserons les jalons autour desquels vous verrez plus tard se grouper les dépositions des témoins, suivant l'ordre logique des dates et des progrès de l'instruction; nous indiquerons rapidement le système de défense adopté par les accusés; en un mot, nous préparerons vos esprits à recueillir avec fruit les lumières qui doivent jaillir des débats.

En 1829, vivait à Marseille, rue Ferrari, 48, le nommé Claude Barbe, balayeur de rues. Il avait fait bâtir, à l'aide de ses modestes économies, une maison dont il habitait le premier étage avec sa vieille mère et son frère aîné.

Un jour la mère de Barbe reçut la visite d'une femme Tisot, qu'elle avait connue autrefois, et qui lui présenta sa petite-fille, Anais Tisot. Anais était âgée de dix-sept ans. Son père avait quitté Marseille pour se soustraire à des poursuites criminelles; sa mère subsistait dans la maison centrale de Montpellier la peine de cinq années de travaux forcés, à laquelle elle avait été condamnée, pour vol, par la Cour d'assises des Bouches-du-Rhône. La jeune fille était sans ressources. Elle ne tarda pas à plaire à Claude Barbe: la grand-mère se montra facile, trop facile même, et Anais fut bientôt la maîtresse du balayeur de rues. Le 3 juillet 1835 elle devint mère. Cette circonstance décida Claude Barbe à établir sa maîtresse dans sa maison, malgré l'opposition énergique de sa mère.

M. l'avocat-général retrace les scènes de désordre qui suivirent l'entrée d'Anais Tisot dans le ménage de Claude Barbe; elle abusait de son ascendant sur l'esprit de celui-ci pour le porter à maltraiter sa mère, alors septuagénaire et aveugle. Il s'oublia un jour jusqu'à la frapper, et comparut pour ce fait devant la Cour d'assises; mais grâce à l'intervention de la pauvre mère, il fut acquitté.

Les époux Tisot revinrent à Marseille en avril 1834, ils s'efforcèrent de décider Claude Barbe à épouser leur fille. Après diverses tentatives demeurées sans résultat, ils la firent disparaître, et ils annonchèrent à Barbe qu'il ne la reverrait plus. Il aimait Anais; pour la retrouver, il promit tout. Le mariage fut célébré le 7 février 1835. Anais Tisot avait étudié pendant quelque temps à l'hospice de la Maternité de Marseille; elle alla compléter ses études à Paris, où elle fut reçue en qualité de sage-femme le 7 février 1839. Elle rapporta de Paris un ton et des manières qui ne pouvaient plus être en rapport avec les mœurs et les habitudes de son mari. Claude Barbe avait toute la grossièreté de son état. Loin de s'alarmer d'un changement qui pouvait devenir menaçant pour la paix de son intérieur, il s'en enorgueillit; il alla prôner partout les connaissances et l'habileté de sa femme. Il lui arriva de raconter un jour devant quelques personnes de sa famille, qu'Anais lui avait dit avoir appris dans ses livres la manière d'empoisonner un homme sans qu'il y parût rien.

Ce propos, dit M. l'avocat-général, est formellement nié par l'accusée; nous le rapportons sans l'affirmer; nous saurons plus tard, s'il a été réellement tenu.

Autant le mari se montrait fier de sa femme, autant la femme rougissait de son mari. Anais se plaignait de ne pouvoir présenter Claude Barbe nulle part; elle regretta de l'avoir épousé. Plusieurs témoins rapportent des circonstances qui prouvent le profond dégoût qu'il lui inspirait.

Le ministère public entre dans un autre ordre de faits que nous résumons en peu de mots.

Le beau père et la belle-mère de Barbe avaient établi un cabaret au rez-de-chaussée de sa maison, rue Ferrari. En 1839, Barbe fit construire deux corps de maison, ce qui l'entraîna à des dépenses considérables; il emprunta de l'argent pour y faire face. Vers la fin de 1840, il se laissa poursuivre par des fournisseurs qu'il ne payait pas. D'après l'information, son beau-père, sa belle-mère et sa femme lui persuadèrent que ses fournisseurs le trompaient, et qu'il fallait trouver le moyen de ne pas les payer. On alla à conseil, et il fut résolu qu'avant que les fournisseurs rapportassent jugement, Barbe se reconnaîtrait débiteur envers Louis Tisot, son beau-père, d'une somme assez importante pour absorber la valeur des immeubles déjà hypothécairement grevés pour 1,800 francs. Deux actes furent passés devant M^r Dor, notaire, les 12 et 17 décembre, par lesquels Barbe déclara avoir reçu de son beau-père un prêt de 10,473 francs. Louis Tisot se rendit adjudicataire des biens de son gendre au prix de 26,000 francs, et Claude Barbe fut totalement dépourvu au mois de février 1841.

Il paraît qu'à partir de ce moment, Claude Barbe fut en butte aux mauvais traitements de sa famille. La femme Tisot se montrait surtout acharnée contre lui, et il se plaignait souvent de la fâcheuse influence qu'elle exerçait sur Anais. Il abandonna la maison de la rue Ferrari pour aller loger dans une maison contiguë, et vivre séparé de son beau-père. Sa femme le quitta pendant huit jours; puis elle revint avec lui. Deux ou trois jours après cette réconciliation, Claude Barbe entra au cabaret de Joseph Maye, annonçant qu'il avait des coliques; il n'est arrivé, dit-il, un tour pendable; ma femme m'a fait manger pour un sou de moules, et j'ai trouvé mauvais goût au vin; je lui ai recommandé de boucher la bouteille et de l'enfermer; mais, au lieu de cela, elle l'a prise, l'a secouée et en a renversé le contenu sur les carreaux. Il me semble que j'ai la bouche empoisonnée.

A peu de temps de là, c'était le samedi 25 juin, Claude Barbe se plaignait encore de coliques et de vomissements. Il dit à des témoins qu'après avoir mangé une soupe préparée par sa femme il n'avait fait que vomir. Le 30 juin ce malheureux expira dans d'horribles convulsions.

De vagues rumeurs circulaient bientôt sur les causes de la mort presque subite de cet homme jeune encore et d'une constitution robuste. On apprit qu'un pharmacien avait refusé de livrer à sa femme une quantité considérable de laudanum. Le mot d'empoisonnement fut prononcé. La justice intervint, et le 1^{er} juillet le cadavre fut confié à M. le docteur Rousset, qui pratiqua l'autopsie. Les matières contenues dans l'estomac et les intestins, la vessie, une partie du foie et des reins furent soumis à l'analyse chimique par des experts habiles, à l'aide de l'appareil de Marsh. A l'unanimité les experts déclarèrent que Barbe était mort empoisonné par l'arsenic.

Louis Tisot, sa femme et sa fille furent arrêtés.

Les accusés ont constamment nié toute participation au crime qui leur est reproché; ils ont cherché à en faire tomber la responsabilité sur un témoin qui s'est suicidé pendant l'instruction. C'est un égaré de la ville de Marseille, qui, d'après l'accusation, s'est pendu, désespéré d'avoir perdu son mariage, désormais attribué à une légie. Les premiers

témoins cités par M. le procureur-général sont les experts; viennent ensuite ceux qui doivent déposer des faits de la simulation à l'aide de laquelle les accusés se seraient appropriés la fortune de Claude Barbe, et qui expliqueraient l'intérêt qu'ils avaient à lui donner la mort. Une troisième série se rapporte à des personnes qui ont précédé l'empoisonnement; enfin la quatrième doit faire connaître les circonstances de la mort de Claude Barbe. Au nombre de ces derniers témoins figure M. Julien, vicaire de Notre-Dame-du-Mont, qui administra les derniers sacrements au mourant.

Vous connaissez maintenant, dit en terminant M. l'avocat-général, les points essentiels sur lesquels vont rouler les débats; il vous sera facile d'en suivre les développements. Nous allons vous concourir, avec un égal empressement, à la recherche de la vérité, dans une affaire qui se recommande à tant de titres à notre sollicitude. Les accusés ne sont pas unis seulement par la solidarité de leur défense, ils le sont encore par les liens du sang, liens respectables lorsqu'ils inspirent de nobles actions, qu'il ne faut pas craindre de briser lorsqu'ils ont favorisé l'accomplissement d'un crime. Nous comptons, Messieurs les jurés, sur votre fermeté et votre justice, comme vous pouvez compter sur notre impartialité.

Après cet exposé de l'affaire, M. le président procède à l'interrogatoire des accusés.

D. Veuve Barbe, à quelle époque vous êtes-vous mariée? — R. Je crois, en 1835.

D. Vous connaissez Barbe depuis quel temps, avant votre mariage; vous avez même vécu ensemble. Vous aviez eu de lui un enfant? — R. Je l'avais connu à Montpellier pendant que mon père était en fuite.

D. Voula-t-il vous épouser? — R. Il disait que ses parents s'y opposaient; mais il finit par consentir.

D. A quelle époque et combien de temps êtes-vous restée à Paris? — R. J'ignore l'époque; j'y ai resté cinq ou six mois pour faire mes études comme sage-femme; car je n'avais point de dot, et mon mari n'avait rien non plus.

D. Votre mari avait-il une bonne santé? — R. Mon mari avait un rhumatisme; il y a deux ans il eut une pleurésie.

D. Au mois de mai dernier n'eut-il pas à soutenir une rixe dans un cabaret? — R. Un soir il revint couvert de sang; il déclara s'être battu pour affaires politiques; il vit un médecin. On lui appliqua les sangsues. Depuis lors il se plaignait.

D. En avril dernier ne s'est-il pas plaint de coliques? — R. Jamais à moi, il se plaignait de l'estomac.

D. Ne disait-il pas que lorsqu'il avait mangé, il éprouvait de violentes coliques? — R. Jamais à moi.

D. Viviez-vous en bonne intelligence? — R. Nous n'avons jamais rien eu: il était vif, mais cela lui passait de suite. Nous n'avions de discussions qu'à l'occasion des enfants, qu'il frappait.

D. Votre père et votre mère vivaient-ils en bonne intelligence avec votre mari? — R. Oui.

D. Au mois de juin a-t-il été malade? — R. Je ne l'ai jamais vu malade; il se plaignait du mal d'estomac, mais je considérais cela comme rien.

D. N'avez-vous pas fait appeler un médecin? — R. Il alla de lui-même voir un médecin, qui lui dit que son indisposition était occasionnée par les chaleurs; il lui conseilla de boire de la limonade et de la bière avec de l'eau. Une nuit, à trois heures du matin, il m'appela, je me levai. Je courus chercher le médecin. Il vint le lendemain matin. On ordonna des lavemens avec du laudanum, j'en envoyai chercher une once.

D. Quelques jours auparavant ne s'est-il pas plaint de coliques après avoir bu du vin? ne vous engageait-il pas à renfermer ce vin, et au lieu de suivre cet avis, n'avez-vous pas remué la bouteille et répandu le vin par terre? — R. Non, Monsieur; il trouvait quelquefois le vin mauvais, je lui répondis: N'en bois pas tant.

D. Pourquoi avez-vous changé de médecin? — R. C'est lui qui l'a voulu.

D. Pourquoi avez-vous changé de demeure? — R. Parce qu'on nous avait fait une saisie, et l'on nous menaçait d'une autre exécution.

D. Votre mari est mort le 30 juin à 9 heures du matin, quel jour s'est-il alité? — R. Il a travaillé jusqu'au dernier moment.

D. Le médecin n'avait-il pas ordonné une potion? — R. Il n'en prit qu'une partie, refusa l'autre.

D. Ne lui avez-vous pas donné des lavemens de laudanum? — R. Oui. Le médecin ne l'avait pas ordonné, mais en ma qualité de sage-femme j'avais pris cela sur moi.

D. Qui est-ce qui a envoyé chercher le prêtre? — R. Pas moi, je ne croyais pas mon mari bien malade.

D. Qui gardait votre mari? — R. Moi; je n'ai pris une garde que la veille de sa mort.

M. le président: Votre mère n'est jamais entrée dans la chambre de Barbe: pourquoi? — R. Elle ne le croyait pas malade.

D. Il n'avait pas de convulsions? — R. Non.

D. Combien lui avez-vous donné de lavemens? — R. Je ne m'en souviens pas. Je lui en ai donné plusieurs, parce que cela le calmait.

D. Le médecin ne vous avait-il pas recommandé de lui présenter les matières? — R. Oui; mais mon mari les jetait.

M. le président: Mais, vers la fin de sa vie, il ne se levait plus? — R. Pardon, il s'est toujours levé.

D. Que s'est-il passé après sa mort? — R. Je l'ignore. Le petit, par qui j'avais envoyé chercher du laudanum, ayant dit qu'on lui avait refusé du poison, le bruit se répandit que je l'avais empoisonné.

D. N'avez-vous pas de la mort aux rats? — R. Non.

D. Vous savez cependant que votre mari a été empoisonné par l'arsenic? — R. On m'a dit: je l'ignore.

M. le président passe à l'interrogatoire de la femme Tisot.

D. Depuis quelle époque êtes-vous mariée avec Tisot? — R. Depuis vingt-six ou vingt-sept ans.

D. N'avez-vous pas vécu ensemble avant le mariage? — R. On n'avait pas voulu nous marier parce qu'il n'avait pas tiré au sort.

D. N'êtes-vous pas connue sous le nom de la belle Miette? — R. On fait facilement des belles à Marseille.

D. Vous avez été condamnée à cinq ans de prison pour vol? — R. Oui.

D. Avez-vous vu le mariage de votre fille Anais Tisot avec plaisir? — R. Oui.

D. N'avez-vous pas des discussions avec Barbe? — R. Non.

D. N'avez-vous pas dit qu'il était un brigand? — R. Non. Dans un moment de colère, j'ai pu dire: Le bon Dieu pût-il l'enlever du monde!

D. Ne s'est-il pas plaint de coliques? — R. Jamais.

D. Pourquoi n'avez-vous pas soigné Barbe à sa dernière maladie? — R. J'avais tant d'occupation! Je ne le croyais pas bien malade, je le voyais tous les jours.

D. Lorsque le vicaire lui a donné l'extrême-onction, où étiez-vous? — R. Dans la chambre.

D. Ne vous a-t-on pas fait des reproches? — R. On m'a dit: Pourquoi appelez-vous le prêtre si tard? Je répondis que je l'ignorais.

M. le président interroge ensuite le troisième accusé.

D. Tisot, n'avez-vous pas fait des actes simulés? — R. Oui, Monsieur.

pas participé à sa perpétration? — R. J'ignore la cause de la mort de Claude Barbe, et, si elle provient d'un crime, j'y suis complètement étranger.

On passe à l'audition des témoins.

M. Rousset, docteur en médecine et professeur à l'École de médecine de Marseille: Le 1^{er} juillet 1842, je me transportai au cimetière, sur la réquisition de M. le procureur du Roi, pour procéder à l'autopsie d'un cadavre inhumé la veille; le corps qui me fut présenté était celui d'un homme d'une belle stature et paraissant avoir eu une constitution vigoureuse; la peau du visage et du tronc était partout verdâtre et soulevée par un boursoufflement emphysémateux; les traits étaient donc très déformés; mais, autant que nous avons pu en juger, ils appartenaient à un homme de quarante à quarante-cinq ans. Le cadavre était dans un état de putréfaction avancée. Après ces observations, nous avons procédé à l'autopsie, et il est résulté de divers symptômes que nous avons remarqués, que cet homme avait succombé à une violente inflammation gastro-intestinale. J'ai ensuite recueilli et renfermé dans des bocaux le cœur, l'estomac, le foie et une partie des intestins de Claude Barbe. Les matières ont été, par suite d'une ordonnance de M. le juge d'instruction, l'objet d'un examen particulier auquel nous nous sommes livrés avec MM. de Lasouchère et Meynier, en présence de M. le commissaire de police. Nos premières recherches avaient pour but, d'après les indications qui nous avaient été données, de chercher dans le corps de Barbe la présence du laudanum; mais sur ce point nous ne sommes arrivés à aucun résultat positif. Nous remarquâmes qu'en procédant à cette première opération nous fûmes assaillis par une grande quantité de mouches qui tombaient mortes à l'entour de nos bocaux.

A cette occasion je me rappelai qu'en procédant à l'autopsie de Claude Barbe, j'avais été également assailli par un nombre prodigieux de ces insectes, qui avaient trouvé la mort en se précipitant sur les matières extraites du cadavre. Cette circonstance nous fit supposer que le cadavre pouvait contenir de l'arsenic, qui est, comme l'on sait, un poison dont on se sert pour préparer la mort aux mouches. En conséquence, nos nouvelles recherches ont eu pour but la découverte de l'arsenic; nous nous sommes, à cet effet, servi de l'appareil de Marsh, avec les modifications qui ont été apportées depuis son invention, et en nous conformant aux prescriptions de l'Institut. (Ici M. le docteur Rousset décrit longuement l'opération à laquelle il s'est livré; il termine ainsi sa déposition): De tout ce qui précède, nous avons conclu, sur la première question: Les liquides contenus dans les bocaux 1 et 2, provenant de l'estomac et du gros intestin, renferment-ils du laudanum? — Rien ne nous autorise à répondre affirmativement.

Sur la deuxième question: Y a-t-il dans les liquides une autre substance vénéneuse? Est-elle en quantité suffisante pour donner la mort? — Oui, il y a de l'arsenic en quantité suffisante pour affirmer que la mort de cet homme a été causée par cette substance.

Sur la troisième question: Le poison existait-il dans la masse intestinale recueillie dans le bocal n^o 3? — Oui, il existe dans ces intestins, et de plus nous avons extrait de l'arsenic de l'un des reins, de la vessie et de la rate de Claude Barbe.

Cette déposition, constamment écoutée dans le plus profond silence, produit une vive impression.

MM. Meynier et Lasouchère, professeurs de chimie à Marseille, sont ensuite entendus. Ils ont procédé avec le docteur Rousset aux opérations décrites par ce dernier. « C'est avec une conviction profonde, disent-ils, que nous déclarons qu'il existe en quantité notable de l'arsenic dans le corps de Claude Barbe. »

M. le président: Eh bien, femme Barbe, vous avez entendu la déposition de MM. les chimistes; il en résulte d'une manière certaine que votre mari a été empoisonné; qu'avez-vous à répondre? — R. J'ignore la cause de la mort de mon mari; je n'ai remarqué pendant le cours de sa maladie aucun symptôme d'empoisonnement.

On procède ensuite à l'ouverture d'une caisse placée aux pieds de la Cour; une odeur fétide s'en exhale, et M. le président est obligé de suspendre l'audience pour faire aérer et parfumer la salle. Quelques minutes après l'audience est reprise, les pièces de conviction sont extraites de la caisse; elles consistent en divers bocaux renfermant le foie, la rate, une partie de l'estomac et des intestins de la victime; diverses assiettes de porcelaine contenant des taches arsenicales, et deux tubes de verre où l'on remarque des anneaux formés par l'arsenic. Ces divers objets sont présentés à MM. les chimistes, qui les reconnaissent.

On continue l'audition des témoins; nous en rendrons compte dans notre prochain numéro.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS (6^e chambre).

(Présidence de M. Barbou.)

Audience du 23 mars.

MAGNÉTISME ANIMAL. — SOMNAMBULISME. — EXERCICE ILLÉGAL DE LA MÉDECINE.

Ce n'est pas la première fois que le magnétisme animal et le somnambulisme sont déférés aux tribunaux dans la personne de véritables ou prétendus adeptes prévenus d'en avoir exploité les merveilleuses vérités ou imaginaires. Il s'agit aujourd'hui d'une association de trois personnes, les sieur et dame Dignet et le sieur D..., docteur en médecine, prévenus d'avoir, de complicité, exercé l'art de guérir par le somnambulisme. Voici les faits qui ont donné lieu à l'inculpation dirigée contre eux à la requête du ministère public.

Il y a quelque temps, une demoiselle Lecomte mourut à la suite d'une courte maladie. Averti de sa mort et de la nature des moyens curatifs mis en usage pendant sa maladie, le commissaire de police du quartier se transporta au domicile de la défunte, et fit une perquisition qui amena la découverte d'une ordonnance écrite par une dame Dignet, dont le mari exerce la profession de graveur, et qui lui avait été signalée comme exerçant illégalement la médecine à l'aide du somnambulisme. Une instruction eut lieu, et se termina par une ordonnance de renvoi en police correctionnelle.

La dame Dignet, interrogée la première par M. le président, est une jeune et jolie femme de vingt-cinq ans, à l'extérieur fort décent. Elle répond ainsi aux questions qui lui sont adressées:

M. le président: On a trouvé dans une perquisition faite au domicile d'une demoiselle Lecomte, décédée il y a quelque temps, une ordonnance signée de vous. Qu'avez-vous à dire? — R. L'ordonnance dont on parle existe en effet; mais elle n'est pas signée de moi.

D. N'était-elle pas au moins dictée par vous? — R. Je n'en sais rien.

D. Comment! vous n'en savez rien? vous ne savez pas si c'est vous qui avez dicté cette consultation? — R. Je l'ignore absolument. Je ne me rappelle rien du tout de ce que je fais ou dis lorsque je suis en état de somnambulisme.

D. Avez-vous donné d'autres consultations que celle-là? Etes-vous dans l'habitude d'en donner de semblables? — R. Je répète, Monsieur le président, que je l'ignore absolument. Je ne sais pas ce que je fais quand je suis endormie.

D. Mais au moins, en admettant pour un instant la réalité de cet état surnaturel, vous rappelez bien ce qui se fait avant que vous ne soyez endormie, et vous ne pouvez oublier ce qui se passe auprès de vous, chez vous, lorsque vous êtes réveillée? — R. J'ignore comme le reste. Je ne suis mise en rapport avec les personnes qui se présentent à moi que lorsque je suis endormie.

D. Est-ce que ces personnes ne vous sont jamais présentées avant que vous vous endormiez? — R. Non, Monsieur, jamais.

D. Est-ce qu'on ne vous dit jamais ce qui s'est passé pendant votre sommeil? — R. Jamais non plus.

D. Mais quelles sont les personnes qui vous assistent pendant que vous êtes en état de somnambulisme? — R. Je l'ignore encore absolument.

D. Mais quelle est la personne qui vous endort du sommeil magnétique? — R. C'est mon mari qui m'endort.

D. M. le docteur D... est-il présent quand on vous endort? — R. Quelqufois.

D. Est-ce lui qui est chargé du soin de recueillir vos réponses? — R. C'est ce qu'il me serait encore impossible de vous dire. On m'a dit que c'était mon mari qui recueillait mes réponses et qui les transmettait au docteur.

D. On a rapporté que souvent M. le docteur D... se tenait dans une pièce voisine du lieu où vous donniez la consultation, qu'on la lui transmettait, et qu'il la signait de confiance? — R. C'est encore une chose que je ne puis dire, puisque je ne vois rien de ce qui se passe autour de moi, et qu'une fois éveillée je n'en conserve aucun souvenir.

D. Vous rappelez-vous avoir quelquefois donné des consultations, ou vous être endormie dans l'intérêt d'une demoiselle Lecomte? — R. Je ne me le rappelle pas.

D. Vous rappelez-vous avoir donné des consultations à d'autres malades? — R. Accablement.

D. Vous rappelez-vous, entre autres personnes, un sieur Pinard? — R. Non, Monsieur.

M. le président, au prévenu Dignet: Quel état exercez-vous?

Le sieur Dignet: J'exerce la profession de graveur.

D. Vous êtes prévenu d'avoir, de complicité avec votre femme, exercé illégalement l'art de guérir. — R. Je n'ai pas exercé la médecine. C'est M. le docteur D... qui a signé les consultations que j'écrivais tout simplement sous la dictée de ma femme lorsqu'elle était dans l'état de somnambulisme et que je la mettais en rapport avec une personne malade.

D. N'est-ce pas vous qui endormiez votre femme? — R. C'est toujours moi.

D. Avez-vous souvent de semblables consultations à écrire sous sa dictée? — Oui, Monsieur, assez souvent.

D. Ce sont ces faits-là qui constituent contre vous l'exercice illégal de la médecine? — C'est justement pour échapper au reproche d'exercer illégalement la médecine que j'ai appelé chez moi un docteur-médecin, sous la surveillance et la responsabilité duquel sont données ces consultations. Il les examine, et les signe lorsqu'il lui paraît convenable de le faire. Toutes les ordonnances délivrées sont signées D..., docteur-médecin.

M. le président à M. le docteur D...: Vous êtes docteur en médecine?

Le prévenu: Oui, Monsieur.

D. On vous reproche de vous être rendu coupable de complicité dans les actes d'exercice illégal de la médecine imputés à vos deux co-prévenus, qu'avez-vous à dire? — R. Je ne conçois pas, Monsieur le président, que je sois appelé ici pour m'être rendu complice par assistance de l'exercice illégal de la médecine, mon assistance dans un fait d'exercice de l'art de guérir ne peut être en aucune façon illégale, puisque je suis docteur-médecin.

D. La prévention contre vous résulterait de ce que vous signiez de confiance et sans les avoir examinées les consultations données par la somnambule. Ainsi les malades entraient dans la chambre où se tenait la dame Dignet; elle dictait à son mari une consultation qu'on vous apportait et que vous signiez, même sans voir le malade, sans vérifier son état, et sans avoir apporté aucune assistance, soit morale, soit matérielle, à la consultation. — R. Ce n'est pas ainsi que les choses se passent. Il arrive en effet quelquefois, quand ce sont des malades qui j'ai déjà vus et examinés, que je passe dans le salon voisin. Lorsque Mme Dignet a donné sa consultation, je la prends, je la lis, et je la signe.

M. le président: Il y a eu plusieurs consultations qui n'étaient pas signées par vous.

Le prévenu: C'est possible: je n'en sais rien; mais quant à celles-là, je ne puis en être responsable.

D. Connaissez-vous une consultation trouvée chez une demoiselle Lecomte après son décès? — R. Je n'ai pas vu cette malade, et je suis totalement étranger à cette consultation que je ne connais pas.

M. l'avocat du Roi: Il est très probable que vous signiez de confiance les consultations qu'on vous soumet, afin que votre signature leur serve de passeport.

Le prévenu: Je signe les ordonnances lorsque, sous ma responsabilité, je les trouve convenables pour le traitement des malades qui viennent les solliciter. J'emploie, comme le font beaucoup d'autres médecins qui ont le droit incontestable de le faire, entre autres moyens curatifs, le magnétisme animal à l'état de somnambulisme. Or, cette sorte de moyen curatif s'exerce par le simple contact de la main de la somnambule portée sur les parties malades. Or, ce n'est là rien de nouveau. Il y a déjà longtemps que M. le professeur Cloquet a pratiqué sur une malade dans l'état de somnambulisme la résection d'un sein sans qu'elle manifestât aucune douleur de cette affreuse opération.

Encore une fois, je ne réponds que des consultations qui portent ma signature.

M. le président: C'est là un système de défense que le Tribunal appréciera. Nous allons entendre les témoins.

Le premier témoin entendu est une jeune personne, amie de la demoiselle Lecomte décédée.

« Lorsque la demoiselle Lecomte, dit-elle, est morte, il y avait environ quinze jours qu'elle était au traitement de la somnambule. Un soir elle s'est couchée à sept heures, et le lendemain, quand je suis entrée dans sa chambre, elle était morte. Le commissaire est venu, et il a trouvé dans un meuble l'ordonnance de la somnambule sans signature. On m'a fait appeler chez le commissaire, et on m'a dit qu'on n'avait trouvé dans l'ordonnance rien qui ait pu faire mourir la malade. C'était une infusion de valériane et de safran avec des lavemens de guimauve et de poreaux. Depuis quinze jours qu'elle suivait la consultation de la somnambule elle n'était ni mieux ni plus mal. »

M. le président: Avez-vous assisté à ces consultations?

Le témoin: Non, Monsieur; mais il n'y a eu qu'une seule consultation.

D. Vous a-t-elle rendu compte des détails de cette consultation; vous a-t-elle dit à qui elle avait en fait fait? — R. Elle m'a dit que c'était une jeune dame qui s'endormait qui lui avait fait la consultation. Elle m'a

avait dit qu'elle avait le foie attaqué, et que son état exigeait de grands ménagements.

D. Vous a-t-elle dit qui avait endormi cette jeune dame? — R. Non, elle ne me l'a pas dit.

D. Quel avait été le prix de cette consultation? — R. Elle m'a dit qu'elle avait payé 10 fr.

M. Poyet, avocat des époux Diguët: Le témoin ne sait-il pas qu'il y a eu une modification apportée à la consultation?

Le témoin: Oui, Monsieur, un médecin a changé l'ordonnance, et a fait prendre par le bas ce qui avait été ordonné pour être pris par le haut. Ce médecin a dit: « Ce sont des bêtises; mais prenez toujours si vous voulez: cela ne pourra vous faire ni bien ni mal. »

Le second témoin, marchand de modes, déclare qu'une de ses demoiselles de magasin a eu recours à la somnambule, et qu'elle l'a accompagnée. « Quand nous sommes arrivées chez elle, dit-elle, la somnambule était endormie. Elle lui a tâté le ventre, et lui a dit quelle était sa maladie. »

M. le président: Qui adressait les questions à la malade? — R. Nous n'étions que nous trois: moi, la jeune demoiselle, et la somnambule.

D. Qui vous a introduit auprès de la somnambule? — R. C'est monsieur son mari.

D. Qui a écrit l'ordonnance sous la dictée de la somnambule? — R. C'est la malade elle-même.

D. Avez-vous vu là le prévenu D...? — R. Non, Monsieur, je n'ai vu personne.

M. Thioerant, marchand de cristaux, rue de Richelieu: J'ai conduit chez la somnambule un jeune homme qui avait été soigné inutilement par plusieurs médecins qui n'avaient pu le guérir. J'avoue franchement que lorsque je l'ai conduit là, j'étais un peu poussé par la curiosité. La somnambule lui a donné une ordonnance, et au bout d'un mois il était guéri.

D. Qui a écrit les prescriptions? — R. C'est le mari.

La somnambule a demandé s'il y avait là quelqu'un pour écrire son ordonnance.

D. Y avait-il là d'autres personnes? — R. Il y avait dans une chambre d'attente deux dames et une demoiselle.

D. Combien avez-vous payé? — R. J'ai laissé en partant 10 francs sur la cheminée.

M. Pinard, doreur sur métaux, rue Grange aux Belles, 11: J'étais atteint d'une maladie de langueur, résultat de mon état. On m'a conseillé d'aller voir une somnambule dont on parlait beaucoup. J'y ai été: cette dame m'a ordonné un traitement, et au bout de trois semaines je me suis trouvé très bien.

D. Qui a écrit l'ordonnance? — R. C'est le mari.

D. Y avait-il là d'autres personnes présentes? — R. J'étais seul avec M. et Mme Diguët.

M. le docteur D...: Je fais remarquer en fait à M. le président que je ne suis venu chez Mme Diguët qu'en 1842; antérieurement, elle était assistée de M. le docteur Devergie.

M. l'avocat du Roi: Etiez-vous dans l'usage de modifier les ordonnances de la somnambule?

Le prévenu: Je le faisais rarement, et seulement quand il y avait doute dans mon esprit sur la valeur des poids métriques énoncés par la somnambule. Je me mettais alors en rapport avec elle.

M. Mahou, avocat du Roi: Nous ne venons pas ici faire le procès au magnétisme animal. Ce procès s'instruit devant une juridiction seule compétente: c'est à elle qu'il appartient de prononcer; mais nous avons des lois qui lui font faire exécuter, et il importe surtout que le Tribunal s'oppose à ce que le charlatanisme puisse faire invasion dans la science. Pouvez-vous aujourd'hui admettre comme possible qu'une personne qui n'a fait aucune étude, qui n'a reçu aucun diplôme, garantie nécessaire de son savoir et de son instruction, puisse avoir la science infuse et exercer l'art de guérir, l'art qui est à la fois le plus utile et le plus dangereux de tous? Evidemment non.

Il n'est donc pas possible que la dame Diguët puisse, à l'aide du somnambulisme, guérir des malades en leur faisant des prescriptions. Cependant les faits ne sont pas déniés, et vous avez entendu trois témoins à cette audience vous déclarer que des consultations avaient été demandées et données par cette dame. Elle prétend, pour sa défense, qu'elle ne se rappelle rien de ce qu'elle fait et dit dans son état de somnambulisme. Mais au moins est-elle obligée de convenir qu'elle s'est prêtée à se laisser amener en cet état de somnambulisme pour pratiquer l'art de guérir.

M. l'avocat du Roi examine ici les articles 35 et 36 de la loi du 21 ventose an XI. Il pense que les peines de simple police peuvent être seules prononcées contre le prévenu qui n'a pris aucune des qualités dont l'usurpation rend nécessaire l'application de cette loi dans toute sa sévérité.

La complicité du sieur Diguët et du docteur D... lui paraît suffisamment établie, et il requiert contre eux l'application de la même loi.

M. Poyet présente la défense des époux Diguët, qu'il représente comme suffisamment couverts par la responsabilité du docteur-médecin qui examinait et visitait après examen toutes les ordonnances dictées en état de somnambulisme.

M. Seiller se lève pour le prévenu D...

M. le président: La cause est entendue à l'égard de votre client.

Le Tribunal, après en avoir délibéré, renvoie le docteur D... des fins de la plainte, et condamne les époux Diguët chacun à 15 francs d'amende et aux dépens.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS (7^e chambre).

(Présidence de M. Perrot de Chézelles.)

Audience du 22 mars.

OUTRAGES ET INJURES A UN CAPITAINE DE LA GARDE NATIONALE DANS L'EXERCICE ET A L'OCCASION DE L'EXERCICE DE SES FONCTIONS. — DIFFAMATION. — QUESTION PRÉJUDICIELLE. — COMPÉTENCE.

Une scène déplorable se passa, le 6 mars dernier, dans la cour de la mairie du 5^e arrondissement, et se continua sur le boulevard. Au moment où M. Thévenin, capitaine de la 2^e compagnie du 4^e bataillon de la 5^e légion présidait au départ de son bataillon, appelé à faire le service aux Tuileries, MM. Penot, sous-lieutenant de la même compagnie, Thomasset, sergent-major, Dujarrier, sergent, et Lafuite, fourrier, s'approchèrent de lui à diverses reprises, et lui adressèrent des propos et des accusations dans lesquels le ministère public a vu les caractères de l'injure et de la diffamation.

Par suite de ces faits, MM. Penot, Thomasset, Dujarrier et Lafuite étaient traduits aujourd'hui devant le Tribunal correctionnel.

Les prévenus déclarèrent se nommer: Eugène Penot, âgé de 37 ans, propriétaire, demeurant rue du Faubourg Saint-Martin, 228; François Thomasset, âgé de 45 ans, fabricant de mètres, rue des Vinaigriers, 22; Théophile Lafuite, propriétaire, rue du Faubourg-Saint-Martin, 38, et Louis Dujarrier, graveur, rue du Faubourg Saint-Martin, 38.

M. Marie, défenseur des prévenus, donne lecture de conclusions préjudicielles ainsi conçues:

Plaise au Tribunal; Attendu qu'il s'agit, dans les termes mêmes de l'ordonnance de renvoi, d'un délit d'outrage à un capitaine de la garde nationale dans l'exercice de ses fonctions; que les inculpés étaient eux-mêmes gardes nationaux, et que notamment M. Penot était en uniforme, et M. Lafuite appelé à la mairie par son service de fourrier;

Attendu, dès lors, que le fait dont s'agit, dans les circonstances où il s'est produit, et eu égard à la qualité des personnes qui s'en seraient rendues coupables, appartient à la juridiction des conseils de discipline de la garde nationale, et doit être régi par les art. 84 et 87 de la loi du 22 mars 1834;

Par ces motifs: Se déclarer incompetent; renvoyer la cause et les parties devant la juridiction qui doit en connaître.

M. Marie développe ces conclusions.

M. de Royer, avocat du Roi, combat les conclusions des prévenus, et soutient la compétence du Tribunal.

Il suffit, dit-il, d'examiner le texte seul de la loi; pas n'est besoin de se jeter dans des raisonnements. Avec une saine interprétation grammaticale seulement, il est évident que les Conseils de discipline ne peuvent connaître que de faits de discipline. Par exemple, quand un officier donne un ordre à un soldat et que celui-ci y désobéit, il faut une justice prompte, et c'est là une affaire de discipline. Mais il ne faut pas donner d'extension à la loi de 1834. Cette loi ne prononce contre les délinquants que trois jours de prison; les faits les plus graves ne sont pas punis au-delà de trois jours de prison. Et parce qu'un homme est officier de la garde nationale, exposé à plus de dangers qu'un simple particulier, dans une position qui offre souvent de grandes difficultés, il pourra être diffamé dans les actes les plus sérieux de sa vie, et il n'obtiendra pour réparation qu'une condamnation à trois jours d'emprisonnement contre son diffamateur; tandis qu'un autre fonctionnaire, dans une position plus douce, plus tranquille, pourrait faire prononcer un emprisonnement de dix-huit mois!

Vous voyez, Messieurs, par l'énormité seule de cette comparaison, qu'il est impossible que la loi ait prévu autre chose que les simples faits de discipline.

Nous requérons, en conséquence, contre les quatre prévenus l'application de l'article 49 de la loi du 17 mai 1819.

M. Marie réplique.

Le Tribunal, après en avoir délibéré en la chambre du conseil, a rendu un jugement dont voici la teneur:

Attendu que les faits, tels qu'ils sont qualifiés par l'ordonnance de renvoi, ne rentrent point, par leur nature, dans le manque de respect, les propos offensants ou insultes déterminés par le législateur dans l'article 87 de la loi du 22 mars 1834, et que dès lors ils sont soumis à la juridiction ordinaire, et, dans l'espèce, à la juridiction correctionnelle;

Par ces motifs, le Tribunal se déclare compétent; ordonne qu'il sera donné suite aux débats, et condamne Penot, Thomasset, Lafuite et Dujarrier, solidairement aux dépens de l'incident.

M. le président: Audienciers, faites l'appel des témoins.

M. Marie: Je ne voudrais pas dire au Tribunal que nous n'acceptons pas le débat... ce n'est pas dans les conventions.

M. le président: Si les prévenus sont dans l'intention d'interjeter appel, le Tribunal remettra l'affaire.

M. Marie: C'est en effet l'intention des prévenus.

M. le président: Le Tribunal remet l'affaire à quatre semaines.

QUESTIONS DIVERSES.

Impôt. — Contestation. — Compétence. — Tout ce qui concerne le recouvrement de l'impôt direct est du ressort de la juridiction administrative; cette juridiction ne peut être évincée par le contribuable au moyen d'offres réelles par lui faites au percepteur, et d'une demande en validité de ces offres portée devant le Tribunal de première instance.

(Cour royale de Paris (1^{re} chambre). — Arrêt par défaut du 18 mars 1843, confirmatif d'un jugement du Tribunal de première instance de Paris, du 17 février 1843. — Fournier, appellant, défendant, contre Tartenson, percepteur à Paris. — Conclusions conformes de M. Nouguière, avocat-général.)

Office ministériel. — Indemnité fixée par ordonnance. — Contestation. — Compétence. — La somme fixée par une ordonnance royale pour indemnité imposée à un officier ministériel nommé en remplacement de l'ancien titulaire destitué, ne peut plus être réduite par les Tribunaux. — L'ordonnance de fixation est un acte administratif dont l'interprétation n'est pas de la compétence de la justice ordinaire.

Tribunal civil de la Seine, 2^e chambre, audience du 21 mars 1843, présidence de M. Durantin; plaidants: MM. Crémieux et Baroche.

Office ministériel. — Indemnité. — Privilège. — Lorsqu'un officier ministériel a été destitué, et que, par suite, le gouvernement, en vertu de la loi de 1816, lui a nommé directement un successeur, le vendeur ou ses cessionnaires peuvent exercer sur la somme que le titulaire, pour remplir les conditions de sa nomination, a versée à la caisse des consignations pour être distribuée entre les créanciers, le privilège qu'ils seraient admis par la jurisprudence à exercer sur le prix de vente en cas d'une transmission ordinaire.

Tribunal civil de la Seine (2^e chambre), 21 mars 1843, présidence de M. Durantin, affaire Brunet; plaidant, M. Templeier, Caignet, E. Blanc; conclusions contraires de M. l'avocat du Roi Roussel.

CHRONIQUE

PARIS, 22 MARS.

— GARDE NATIONALE. — QUESTION DE NATIONALITÉ. — M. Edmond Reiss, sergent de la 3^e compagnie du 2^e bataillon de la 4^e légion, a été rayé, comme étranger, des contrôles de la garde nationale, par une décision récente du Conseil de recensement de la 4^e légion. Il s'est pourvu devant le Conseil de révision. Sa position est des plus singulières.

Son père, Xavier Reiss, est né en 1785 à Deidesheim, en Allemagne (rive gauche du Rhin). La révolution étant survenue, et les pays de la rive gauche du Rhin ayant été réunis à la France sous le titre de départements de la Roër, de la Sarre et du Mont-Tonnerre, par la loi du 9 mars 1801, qui les déclare partie intégrante de la France, Reiss père est ainsi devenu Français, Deidesheim, lieu de sa naissance et de sa résidence, se trouvant compris dans la circonscription du département du Mont-Tonnerre.

En 1806, Reiss père est venu s'établir à Paris; il s'y est marié en 1809, et par son mariage il a légitimé son fils Edmond Reiss, mais quelques mois auparavant.

La restauration survint à son tour, et avec elle le traité de Paris du 30 mai 1814. Ce traité, par son article 5, sépare le département du Mont-Tonnerre de la France: les pays qui le composent redeviennent Allemands.

Cependant il fallait fixer le sort des habitants de ces pays de la rive gauche, tour à tour Allemands et Français.

La loi du 13 octobre 1814 y pourvoit. L'article 1^{er} de cette loi porte: « Tous les habitants des départements qui avaient été réunis au territoire de la France depuis 1791, et qui, en vertu de cette réunion, se sont établis sur le territoire actuel de la France, et qui y ont résidé depuis dix années et depuis l'âge de vingt et un ans accomplis, conserveront la qualité de Français, à charge par eux de déclarer dans le délai de trois mois, à dater de la publication de la présente loi, qu'ils persistent dans la volonté de se fixer en France. Ils obtiendront à cet effet de nous des lettres de naturalité. »

M. Reiss père devait obéissance à cette loi, qui lui était applicable en tout point. Cependant, soit négligence, soit volonté de reprendre son ancienne nationalité, il ne fit point la déclaration requise, et continua néanmoins à résider à Paris.

Son fils, Edmond Reiss, atteignit sa majorité en 1830: il fut alors inscrit sur les contrôles de la garde nationale. Depuis cette époque il avait fait son service; il avait même acquis le grade de sergent, lorsque tout à coup, et à propos des nouvelles élections, le conseil de recensement l'a rayé des contrôles en le qualifiant d'étranger.

L'était-il en effet? son père l'était-il redevenu lui-même en vertu de la loi de 1814? avait-il dû suivre alors la condition de son père?

M. Lancé, capitaine-rapporteur, a soutenu la décision du Conseil de recensement.

Mais le conseil de révision, considérant qu'Edmond Reiss est né à Paris en 1809, d'un père Français à cette époque; qu'il a donc acquis par sa naissance la qualité de Français; que si le père est redevenu plus tard étranger par son fait ou par sa faute, il n'a pu enlever à son fils une condition qui lui était irrévocablement acquise, et que son intérêt bien entendu lui faisait une loi de conserver, ordonne qu'Edmond Reiss sera réintégré sur les contrôles de la 4^e légion.

— Vers la fin du mois de novembre dernier, nous avons annoncé l'arrestation du sieur Lenormand, dit Devins, homme de lettres, comme prévenu du vol d'un écran au bazar Bonne-Nouvelle. Mis en liberté sous caution, Lenormand a comparu depuis devant la 8^e chambre. Le concierge du bazar entendue déclara qu'elle avait vu de sa loge Lenormand s'emparer de l'écran et le placer sous le long manteau sans manches dont il était porteur. Elle ajouta qu'elle l'avait vu ensuite passer et repasser devant la boutique alors confiée à la garde d'une jeune servante, et qu'elle ne l'avait fait arrêter qu'après qu'il avait dépassé de plusieurs pas l'étagère, et qu'il se dirigeait vers la porte qui donne issue sur le boulevard. Lenormand, en protestant de son innocence, prétendit pour sa défense qu'il n'avait pas dépassé cet étagère, et que son intention était de payer le prix de l'écran au moment où la portière avait par ses cris amené la foule contre lui.

Une autre prévention de vol résultait contre le même prévenu de la déposition d'un marchand de nouveautés, qui avait reconnu parmi les objets saisis chez Lenormand une certaine quantité de foulards engagés par ce dernier au Mont-de-Piété. Le témoin a déclaré qu'après sa mise en liberté, Lenormand, en lui avançant son délit, l'avait supplié de ne pas le perdre, et de lui donner facture de ces marchandises, qu'il lui avait réglées en billets. Cette prévention, repoussée avec force par le prévenu, fut écartée par le Tribunal, qui, sur les conclusions de M. Brochant de Villiers, avocat du Roi, et malgré une habile plaidoirie de M. Bazenerie, a condamné Lenormand, pour le vol de l'écran, à huit mois d'emprisonnement.

Lenormand a interjeté appel de ce jugement; mais la Cour, sur les conclusions de M. l'avocat-général, a, malgré les efforts de M. Bazenerie, confirmé purement et simplement la sentence des premiers juges.

— Un cabriolet de place lancé follement au grand trot d'un cheval qui se trouvait assez vigoureux, descendait dernièrement vers minuit la pente fort rapide de la rue de la Lune. De son côté un fiacre plein de monde le remontait péniblement; un choc semblait inévitable; il eut lieu, et fut même si violent, que le cheval du cabriolet s'abattit du coup, tandis que son maître roulait à vingt pas sur le pavé. Les voyageurs du fiacre en furent quittes pour une forte contusion. Cependant un garde municipal qui passait par là se rendant à sa caserne, alla relever le cocher de cabriolet qu'il trouva couvert de sang et de contusions fort graves; il lui aida à se hisser dans sa voiture, et ce premier devoir d'humanité rempli, le municipal rentrant dans la sévérité de ses fonctions, déclara procès-verbal au pauvre diable qui se trouvait en contravention flagrante pour courir si fort dans un passage aussi difficile. Le cocher, tout souffrant qu'il était, reconnut son tort, et supplia le municipal de ne pas le conduire au poste comme il en avait parfaitement le droit, mais bien plutôt de le laisser retourner chez lui, où il trouverait des secours et des soins dont il avait le plus grand besoin dans la circonstance. Le garde municipal finit par se laisser attendrir, et se contenta de prendre le nom et l'adresse du cocher aussi bien que le numéro de son cabriolet; après quoi chacun d'eux tira de son côté.

Cependant chemin faisant le municipal se ravisa, et craignant de se trouver en faute pour avoir transigé avec sa consigne, il courut après le cabriolet, l'a bientôt rattrapé, et signifie au cocher que, tout bien considéré, il faut qu'il le suive au poste, sauf ensuite au chef supérieur d'ordonner de lui ce qu'il voudra. Le cocher oppose quelque résistance; il excite même son cheval, que le municipal s'empresse de retenir par la bride; mais, dans la chaleur de la lutte, le municipal ne prend pas garde à se ranger d'une grosse charrette dont la roue lui passe sur le pied droit et le lui écrase. Transporté immédiatement à l'hospice, le municipal fut obligé de subir l'amputation de deux orteils. Le cocher de cabriolet comparait devant le Tribunal de police correctionnelle sous la prévention de blessures par imprudence, et s'entend condamner à un mois de prison. Le garde municipal n'a formulé aucune demande en dommages-intérêts, parce qu'il ignore ce qui sera statué au corps sur son compte; mais il a fait toute réserve de son action civile à ce sujet.

— ARRESTATION DE DEUX FORÇATS. — Une ronde du service municipal, après avoir utilement passé la nuit de dimanche à lundi dernier à parcourir en tous sens les points isolés ou dangereux des 9^e et 12^e arrondissements, vint de se séparer, et le brigadier qui l'avait dirigée regagnait, accompagné d'un agent, l'hôtel de la Préfecture de police, lorsque, en traversant la place Notre-Dame, ils remarquèrent le long des maisons qui avoisinent le parvis deux individus dont la contenance, le costume, la marche, l'allure générale enfin, dénotaient évidemment pour leur œil exercé de funestes antécédents.

Les deux agents, dans l'intérêt de la sûreté publique, observèrent en les suivant à distance les deux compagnons qui leur semblaient si suspects, et, au moment où ils s'introduisaient dans une maison, en profitant de l'absence du portier qu'ils avaient vu se diriger vers l'étagère en plein vent d'une laitière, ils s'approchèrent rapidement d'eux, déclenchèrent leur qualité, les prirent par le bras, et les sommèrent de les suivre chez le commissaire de police dont le bureau est situé tout proche, quai Napoléon, dans la maison devenue célèbre par le séjour plus ou moins historique d'Hélène et d'Abelard.

Les deux individus ainsi arrêtés à l'improviste n'opposèrent aucune résistance, mais ils récriminèrent vivement contre l'erreur dont, assuraient-ils, ils étaient l'objet, prétendant être d'honnêtes compagnons maçons, et se rendre au quai de la Grève pour se faire embaucher par des entrepreneurs ou des tâcherons.

Arrivés cependant au commissariat, où ils dirent se nommer Telusson et Février, ils furent fouillés, et l'on trouva sur l'un un lourd monseigneur et un couteau-poignard, tandis que l'autre était porteur d'un trousseau de fausses clés, d'un ciseau à froid et d'un coin disposé pour faciliter les opérations d'effraction.

Les prétendus maçons furent en conséquence dirigés sans délai sur le dépôt de la préfecture de police, où le chef du service de sûreté, après les avoir interrogés, les fit soumettre à un examen dont le résultat permit bien-

tôt de constater leur individualité et leurs antécédents d'une manière tellement irréfragable, qu'ils durent de ce moment renoncer à leur système de dénégations.

Ces deux individus, dans la force de l'âge, car l'un a trente ans seulement, et l'autre quarante-deux, avaient subi ensemble au bagne une peine encourue par chacun d'eux pour des vols accompagnés de circonstances révélant une audace et une habileté peu communes. Depuis leur libération, ils étaient parvenus à se soustraire aux rigueurs de la surveillance, et des renseignements que l'on a pu déjà recueillir donnent lieu de penser qu'ils s'étaient affiliés depuis leur arrivée à Paris à ces redoutables bandes de voleurs avec escalade et effraction dont la police a purgé en partie le faubourg Saint-Germain et la banlieue au commencement de l'hiver dernier.

Hier et aujourd'hui les deux forçats, placés sous la main de la justice d'une manière si fortuitement heureuse, ont été confrontés avec les principaux membres de cette association de malfaiteurs actuellement détenus à la Conciergerie, entre autres avec Souques, Labrue dit Mignard, Gauthier, Flachet, ainsi qu'avec le logeur-recéleur Colin, etc.

Cette double et importante arrestation paraît compléter le nombre des individus que l'on recherchait depuis le commencement de l'instruction dirigée simultanément par trois des magistrats distingués du parquet.

— VOLS DE RÉVERBÈRES. — En dépit de l'extension heureuse et rapide que reçoit dans la cité parisienne le système désormais apprécié de l'éclairage public par le gaz, il est encore différents points reculés, et par cela même plus dangereux, où le gothique réverbère à l'huile projette seul ses insuffisantes clartés. Les longues rues à demi bâties ou seulement dessinées sur l'ancien cios Saint-Lazare, les abords du canal Saint-Martin, tout le voisinage des abattoirs, demeurent, en quelque sorte, abandonnés dans cette situation rétrograde, au grand dam de ceux que leurs affaires obligeraient de suivre ces chemins comme plus directs, et que la prudence détermine à prendre de longs détours pour ne pas s'aventurer, une fois l'heure du couvre-feu arrivée, dans ces parages inhospitaliers.

Or, outre l'inconvénient d'un éclairage imparfait, il en existait depuis quelque temps un autre beaucoup plus grave dans ces quartiers isolés, c'est que des malfaiteurs, soit pour avoir plus de chances d'impunité dans leurs tentatives contre les personnes, soit pour réaliser un modique profit par les chances dangereuses d'un vol qualifié, dérobaient avec une audace extraordinaire les réverbères sur la voie publique, et plongeant ainsi durant des nuits entières une partie de la cité dans les ténèbres, sans que les recherches de la police pussent déjouer de si hardies entreprises ni en découvrir les auteurs.

Les choses enfin en arrivèrent à ce point, que des réverbères quatre fois renouvelés aux abords de la rue Lafayette, à la suite de vols nocturnes, furent encore enlevés une cinquième fois, bien que des rondes continues n'eussent pas cessé de parcourir le quartier. Des ordres plus explicites furent donnés alors, et au lieu de rondes et de patrouilles, le préfet de police enjoignit que tout un service d'agents déterminés et intelligents s'échelonnât en observation permanente sur tous les points signalés.

Le résultat de cette mesure ne pouvait être douteux, et dès la nuit même les audacieux voleurs, se croyant comme d'ordinaire assurés de l'impunité après le passage de quelques agents que l'on avait laissé apercevoir à dessein, et s'éloignant dans une autre direction, furent arrêtés en flagrant délit.

Ces individus, au nombre de douze, presque tous réclusionnaires libérés, logés dans les environs des abattoirs ou à La Chapelle, et exerçant ostensiblement la profession de chiffonniers, se trouvaient, au moment de leur arrestation, porteurs de pièces de conviction. Les perquisitions faites à leurs domiciles, ou, pour dire mieux, chez leurs logeurs, ont procuré la saisie d'un grand nombre d'optiques, de réflecteurs, de fragmens de cuivre et de fer provenant de réverbères brisés.

Ils ont été mis à la disposition de M. le procureur du Roi, et se trouvent aujourd'hui écroués sous prévention de vols de nuit, commis avec effraction et escalade sur la voie publique par association de malfaiteurs.

— Le 15 avril 1843, l'étude de M. Jooss, avoué de première instance, successeur de M^{rs} Crosse et Prevost, sera transférée rue du Bouloi, 4.

ÉTRANGER.

— ANGLETERRE (Londres), 20 mars. — LE MANIAQUE STEVENSON. — Le lord-maire a interrogé aujourd'hui pour la dernière fois cet ennemi juré de la reine et de sir Robert Peel. Une lettre de Daniel Stevenson père, datée de Lochwinnoch en Ecosse, et une autre de M. John Mac-Naughton, ministre de la paroisse principale de Paisley, ne laissaient aucun doute sur la folie de James Stevenson.

Le lord-maire: Stevenson, avez-vous quelques observations à faire?

Stevenson: Aucune, tout est parfaitement en règle; ces gens-là prétendent que je suis fou; cela n'empêche pas que la reine n'est pas faite pour régner; je dirai cela aux Irlandais, aux Écossais, à tout le monde, enfin; ce n'est pas tout de dire que je suis fou, il faudrait le prouver.

Le lord-maire: Avez-vous intention de vous venger de sir Robert Peel?

Stevenson: Non sans doute; celui qui tuerait un homme pour satisfaire un ressentiment personnel serait véritablement fou à lier.

Le lord-maire: Mais vous avez dit à plusieurs personnes qu'il fallait détruire la reine.

Stevenson: Certainement, si vous m'en laissiez le temps je vous démontrerais clair comme le jour qu'une femme ne peut pas régner; je défie tous les docteurs de l'Université de me prouver le contraire. Une reine entourée d'évêques ressemble à Jézabel et à Athalie, recevant les conseils de Mathan et de ses semblables. M. Peel finira ses jours comme Aman, ministre d'Assur-rus...

Le lord-maire: Pensez-vous que vous pourriez régner vous-même?

Stevenson: Pourquoi pas? Je vaudrais bien une femme, je pense.

Le lord-maire: Vous allez retourner à la prison du dépôt, jusqu'à ce que le gouvernement ait prononcé définitivement sur votre affaire.

Stevenson: C'est cela! vous allez m'envoyer à Badlam... Je crois cependant qu'un homme qui a pu vivre avec 30 livres sterling (750 fr.) pendant trois ans n'est pas dangereux et qu'il peut se suffire à lui-même... Dites-moi, reviendrai-je encore demain?

Le lord-maire: Non, l'instruction est terminée.

Stevenson: Je parie que beaucoup de malheureux que la reine envoie à Badlam ne sont pas plus fous que moi.

Le lord-maire, l'alderman Farebrother et les deux docteurs en médecine qui avaient déposé oralement, ont signé le procès-verbal constatant la manie complète de Stevenson.

— SUÈDE (Stockholm), 5 mars. — SOCIÉTÉS DE TEMPE-RANCE. — LEUR INFLUENCE SUR LES MOEURS. — Nulle part

Les sociétés de tempérance, proportion gardée, n'ont pris une plus grande extension qu'en Suède. Il existe actuellement dans notre pays plus de sept cents sociétés, dont la plus ancienne est celle de Stockholm, qui a été fondée en 1836, et elles comptent en tout environ 85,000 membres. On peut dire, sans crainte d'exagérer, que tout ce que le pays compte d'hommes distingués par leur naissance, leur savoir ou leur position sociale, fait partie d'une ou plusieurs sociétés de tempérance. Le prince royal a non seulement accepté la présidence de celle de Stockholm, il a fait plus : il a supprimé pour lui, pour sa famille et pour toute sa maison, l'usage des boissons spiritueuses; et dans une des dernières séances publiques de la société, S. A. R. a prononcé un discours où elle a dit qu'aucun effort, aucun sacrifice ne lui coûterait pour donner au peuple des habitudes de tempérance et de sobriété. Le roi lui-même prend les sociétés de tempérance. S. M. a acheté, à un prix très élevé, qu'il a payé sur sa cassette, toutes les distilleries d'eau-de-vie qui existaient dans ses vastes domaines, et elle les a supprimées.

L'action incessante des sociétés de tempérance, jointe à ces exemples, n'ont pu manquer d'exercer une salutaire influence sur les mœurs du peuple suédois; et en effet les résultats qu'ils ont produits passent toute attente. Depuis 1837, le nombre des cabarets, tavernes et autres établissements exclusivement destinés au débit des boissons spiritueuses s'est diminué de plus de trois mille. Environ 200 distilleries d'eau-de-vie de vin et de grains ont cessé d'être exploitées, et l'importation de cette denrée se trouve réduite presque de moitié.

Le nombre des demandes en divorce, qui, dans les classes inférieures, sont le plus souvent provoquées par l'ivrognerie de l'un des conjoints, et quelquefois de tous les deux, a aussi suivi une progression descendante très remarquable. Ce nombre, qui en 1837 était de 1,570, était en 1838 de 1,490, en 1839 de 1,345, en 1840 de 1,205, en 1841 de 1,083, enfin en 1842 de 890, chiffre qui ne dépasse que de très peu la moitié de celui de 1837.

On assure positivement que la statistique criminelle qu'on dresse en ce moment au ministère de la justice, et qui sera prochainement publiée, constatera une pareille diminution dans le nombre de tous les délits qui ont pour cause immédiate l'usage abusif des boissons spiritueuses.

— Ce soir, à l'Opéra-Comique, la Part du Diable, dont l'immense succès égale celui du Domino noir, et promet de fixer longtemps encore la foule, qui se presse chaque soir aux brillantes représentations de ce charmant ouvrage, joué avec une rare perfection par Mmes Rossi, Thillon, Révilly, et par MM. Roger, Grand et Riquier, ses dignes interprètes.

— Ce soir, à l'Opéra, par extraordinaire, 1^{re} représentation du Corrigé de Pampelune, comédie attribuée à un de nos plus spirituels journalistes, M. Altaroch. La Main droite et la Main gauche sera jouée dans la même soirée.

A minuit, dernier grand bal masqué. Ce sera le plus fantastique, le plus extraordinaire de l'année; les fanfares du carnaval seront magnifiquement célébrées à l'Opéra.

Notre gracieuse cantatrice, Mme SABATIER, donnera le mercredi 29 mars, salle Herz, une brillante soirée musicale avec le concours de MM. Ponchard, Géraldy, Roger, Dorcas, Haumann, Mles Beliz et Martin. Une société d'élite, composée des nombreux admirateurs de son charmant talent, s'est déjà donnée rendez-vous à cette solennité musicale, qui sera l'une des plus belles de la saison. — On peut se procurer des billets chez Mme SABATIER, rue J.-J. Rousseau, 13, et M. Herz, rue de la Victoire, 58. Prix des places réservées : 10 f. et 6 f.

MODES.

Quoique nous n'en ayons pas encore fini avec les bals et les concerts, que Turtoni, ses glaces exquises, ses sorbets délicieux et tous ces charnaces accessoires de soirées promettent encore dans nos salons leurs parfums appétissants et leurs formes gracieuses, le soleil prématurément chaud, les feuilles et les fleurs qui s'entr'ouvrent sous ses rayons, obligent nos fournisseurs de s'occuper de modes de printemps. Aussi, voyez chez Mme Cordier, dans ses ateliers et ses salons, rue Neuve-des-Petits-Champs, 56, quelle activité et quels résultats ! Mme Cordier continue pour le printemps la brillante série de succès que ses coiffures ont obtenus cet hiver dans les salons. Rien n'est plus frais, plus gracieux que ces élégans chapeaux de promenade, tendres comme la feuille naissante, délicats comme le bourgeon qui s'entr'ouvre aux premiers baisers du printemps; ses capotes du matin sont d'une simplicité tout adorable.

Dans la même maison que Mme Cordier, rue Neuve-des-Petits-Champs, 56, chez Mmes Brunel et Leymerie, les célèbres faiseuses de robes, l'activité n'est pas moins grande et le succès est aussi complet. Mmes Brunel et Leymerie possèdent à un très haut degré le sentiment de l'harmonie des couleurs, des physionomies, des saisons, qualité indispensable pour donner le goût des choses vraiment élégantes. Autant leurs robes à souches étaient charmantes pour l'hiver, autant leurs délicieuses formes de robes de taffetas à tailles déga-

gées paraîtront gracieuses et élégantes pour le printemps. Mmes Brunel et Leymerie conserveront encore le cachet de goût et de distinction qu'on retrouve dans toutes leurs toilettes.

Les manches courtes seront encore à la mode partout où la température permettra de les porter ainsi. Depuis que Mayer a su donner tant de grâce et d'élégance aux gants longs et mi-longs, on voudrait ne porter que manches courtes. Les nouveautés en ganterie, lingerie et objets de capricio que Mayer prépare en ce moment sont tout à fait dignes de la réputation du célèbre ganier.

Les chales, et surtout les cachemires de l'Inde triomphent de toutes les autres modes éphémères. Passez quelques heures dans les beaux salons de Fichel, boulevard Montmartre, 2, au milieu de ce monde merveilleux de tissus de l'Inde, et vous ne comprendrez pas qu'une femme élégante songe à se montrer dans une promenade avec autre chose sur les épaules qu'un cachemire de Fichel. Il est vrai que la collection de Fichel est la plus belle qu'il y ait à Paris.

Il y aura quelques nouvelles dispositions de bijoux pour cette saison; j'ai vu des modèles d'un goût remarquable et d'une coquetterie charmante chez notre bijoutier fabricant Ebrard. Du reste, ses magasins, galerie de Valois, 122 et 123, au Palais-Royal, garnis en ce moment d'écrans de bal, de papiers de mariage et de nouveautés de printemps, offrent une variété fort brillante d'articles tous également distingués.

Pour les soirées ou les spectacles, toutes les femmes qui veulent porter des diamans, des rubis ou des pierres un peu éclatantes en coiffure, sont obligées, pour soutenir cet éclat, de relever leur teint par un peu de rouge. Pour cet usage, le rouge de cour de Martin, rue Richemont, 6, est le seul qu'on doive employer. Il a un éclat très convenable, se fond parfaitement avec le tissu cellulaire de la peau et ne l'altère jamais. Après nous, songons un peu à nos pauvres enfans, et remercions ardemment l'ingénieur inventeur d'une mécanique destinée non seulement à leur faciliter le plaisir de la promenade, mais encore à leur garantir de tout accident; je veux parler des tuteurs hygiéniques de M. Lebrun, rue du Faubourg du Temple, 51. Dans ces élégantes et légères petites machines, qui remplacent si avantageusement les lourds et informes chariots employés jusqu'à présent, l'enfant ne peut tomber, et à cet égard une parfaite liberté de mouvement. Il suffit de voir les tuteurs de M. Lebrun pour comprendre tout de suite leur utilité et leur perfection. Pas une mère ne voudra se refuser cette sauvegarde de la santé et de la bonne constitution de son enfant.

Librairie. — Beaux-Arts. — Musique.

La statistique de la France repose aujourd'hui sur une base solide, grâce aux volumineuses publications du gouvernement. M. Schultzer a entrepris de réduire en un système, en un

corps de science, ces amas de tableaux arides, d'en expliquer, d'en discuter tous les chiffres, et de les rapprocher des chiffres analogues relatifs aux pays étrangers. Son travail, remarquable par l'ordre dans lequel est classée toute la masse prodigieuse des faits, se composera de 4 vol. in-8°, dont les deux premiers sont déjà publiés et forment un ouvrage complet sous le titre de La Création de la Richesse ou des Intérêts matériels en France, 2 vol. in-8°.

Avis divers.

— Le service d'été sur le chemin de fer de Paris à Versailles (rive gauche) commencera le dimanche 26 du courant. Il est ainsi réglé :

14 Départs de Paris. Les treize premiers se succéderont d'heure en heure, depuis 8 heures du matin jusqu'à 9 heures du soir. Le dernier se fera à 9 heures et demie.

Les convois de 9 heures, 11 heures, une heure et 5 heures ne stationneront qu'à Clamart, Meudon et Bellevue, les dix autres desserviront toutes les stations.

14 Départs de Versailles. Le premier à 7 heures 1/2 du matin; le second à 9 heures; le troisième à 10 heures 1/2, et les dix suivants d'heure en heure jusqu'à 8 heures 1/2 du soir. Le dernier aura lieu à 10 heures.

Les convois de 10 heures 1/2, midi 1/2, 2 heures 1/2 et 4 heures 1/2, ne s'arrêteront qu'aux stations de Bellevue, Meudon et Clamart; les dix autres stationneront partout.

Le dimanche, en cas de besoin, il sera organisé des convois supplémentaires. Les jours de grandes eaux il y aura des départs tous les demi-heures.

Des cartes indiquant le service seront distribuées aux gares, stations et bureaux d'omnibus du chemin de fer.

Spectacle du 25 mars.

OPÉRA. — Les Burgraves. OPÉRA-COMIQUE. — La Part du Diable. ITALIENS. — Don Pasquale. ODÉON. — La Main droite, Corrigé de Pampelune. VAUDEVILLE. — L'Anneau, Psyché, Renaudin, Cabriols. VARIÉTÉS. — Déjanire, Mariage, Buses-Graves, Mardi Gras. GYMNASSE. — Belle-Amélie, Robin, Don Pasquale, le Menest. PALAIS-ROYAL. — Charlotte, Rue de la Lune, les Hures graves. PORTE-ST-MARTIN. — Les Mille et une Nuits. GAITÉ. — Recette, Geneviève, Mlle de la Fille. AMBIGU. — Le Livret, Madeleine. CIRQUE. — M. Morin, le Prince Eugène. COMTE. — Le Mari, l'Haïne, Danse, l'Artiste, une Fête. FOLIES. — La Mère Gigogne, Chasse, Mardi-Gras, Jarretières. DELASSEMENTS. — Le Palais-Royal et la Bastille. PANTHÉON. — La Mère Fleurus, le Carnaval. CONCERTS-VIVIENNE. — Concert tous les soirs. Entrée : 1 fr.

(H. DELLOYE, Éditeur.) En vente : chez GARNIER Frères, Libraires-Éditeurs, Palais-Royal, galerie d'Orléans,

40 Liv. à 30 centimes. SILVIO PELLICO ILLUSTRE 12 Fr. l'ouvrage complet.

CONTENANT MES PRISONS SUIVIES DES DEVOIRS DES HOMMES Traduction nouvelle par M. le comte H. de MESSEY, revue par M. le vicomte Alban de VILLENEUVE, avec Préface et Notice sur SILVIO PELLICO. Chaque liv., renfermée dans une couverture, contient 8 pag. de texte, 2 grav. sur acier imprimés dans le texte, et plusieurs fleurons et ornements. Il paraît 1 ou 2 livraisons chaque semaine. Le vol. sera terminé courant d'octobre.

MÉMORIAL DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.

RÉPERTOIRE UNIVERSEL, THÉORIQUE ET PRATIQUE, LÉGISLATIF ET JUDICIAIRE. On s'abonne à Paris, aux bureaux du MÉMORIAL, rue du Bouloi, 23. Prix de l'abonnement annuel : Pour Paris et les départements 18 fr. Pour les colonies et l'étranger 21 fr. On peut souscrire séparément pour l'une des deux parties dont se compose le MÉMORIAL. Le prix de cet abonnement partiel est de 10 fr. S'adresser franco à M. LEHEC, directeur, rue du Bouloi, 23.

COMPAGNIE GÉNÉRALE DU MAGASINAGE PUBLIC, A PARIS. MM. les actionnaires de la Compagnie générale du Magasinage public, à Paris, sont invités à se rendre à l'Assemblée générale extraordinaire qui aura lieu le jeudi 31 mars prochain, à une heure précise, au local de la Douane-des-Maris, 12, à l'effet d'entendre les propositions des gérans sur des modifications à apporter aux statuts, et de les adopter, s'il y a lieu. Ils ne pourront être admis que sur la présentation de leurs titres d'actions. PUTOT et Comp.

Maladies Secrètes Guérison prompte, radicale et peu coûteuse de ces maladies, par le traitement du Dr G. ALBERT, Médecin de la Faculté de Paris, maître en pharmacie, ex-pharmacien des hôpitaux de la ville de Paris, professeur de matière médicale et de botanique, breveté du Roi, honoraire de médailles et récompenses nationales, etc. R. Montorgueil, 21, Consultations Gratuites tous les jours. Nota. Ce traitement est facile à suivre en secret ou en voyage et sans aucun dérangement. TRAITEMENT PAR CORRESPONDANCE (AFFRANCHIR).

Adjudications en justice. Etude de M. GLANDAZ, avoué à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 87. Adjudication, le samedi 1^{er} avril 1843, en l'audience des criées du Tribunal civil de première instance de la Seine, local et issu de la première chambre, une heure de relevée.

D'UNE MAISON située à Paris, rue de la Chaize, 14, à l'encoignure de la rue de la Planchette, faubourg St-Germain. Mise à prix, 25,000 fr. Produit brut, 2,100 fr. S'adresser : à M. Glandaz, avoué poursuivant, demeurant à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 87.

2^e A M. Delamotte, avoué à Paris, rue du Baq, 43. 3^e A M. Boncompagni, avoué à Paris, rue de l'Arbre-See, 52. 4^e A M. Lefevre, notaire à Paris, rue Saint-Honoré, 290.

Etude de M. MOULLEFARINE, avoué à Paris, rue Montmartre, 164. Vente sur publications judiciaires, en l'audience des criées de la Seine, au Palais-de-Justice à Paris, local et issu de l'audience ordinaire de la première chambre, une heure de relevée, le mercredi 29 mars 1843, en deux lots qui ne seront pas réunis.

1^o D'UNE MAISON bâtiments, cour, terrain, et dépendances, situés commune de La Chapelle-Saint-Denis, route royale de Saint-Denis, 167, au coin de la rue du Port-Saint-Ouen ou du Gué et de la grande avenue de St-Denis, sur la mise à prix de 10,000 fr.

2^o D'une autre Maison bâtiments, cour et dépendances, situés commune de La Chapelle-Saint-Denis, route royale de Saint-Denis, devant porter le n^o 171, et séparée du premier lot par le n^o 169, sur la mise à prix de 8,000 fr.

Sociétés commerciales. Etude de M. Amédée DESCHAMPS, avocat-avoué, rue Gaillon, 22. D'un acte sous signature privée en date à Paris du 10 mars 1843, enregistré le 15 du même par Leveillé, qui a reçu 5 fr. 10 c. Fait double entre M. Victor LEVERGER, actuellement propriétaire, demeurant à Paris, rue d'Enghien, 14. Et M. Ange LEVERGER, également propriétaire, demeurant à Loudeac, actuellement à Paris. Il appert : Que toutes sociétés formées entre eux jusqu'à ce jour, sous la raison LEVERGER frères, demeurent dissoutes, ainsi qu'il en a été convenu entre eux le 7 mars courant. Que M. Victor Leverger reste seul le liquidateur. Et que les procurations qui avaient été données sous leur raison sociale à MM. Victor Perret et Alexandre Gabard demeurent nulles et sans effet.

Banqueroutes. Suivant jugement rendu, le 9 février 1842, par le Tribunal correctionnel, 7^e chambre, THOROUX DE SAGEON, quarante-trois ans, ancien négociant, né aux Alluets-le-Roy (Seine-et-Oise), demeurant rue Sainte-Appoline, 10, commerçant failli, prévenu de banqueroute simple, pour avoir fait emploi de moyens onéreux dans l'intention de retarder sa faillite, pour n'avoir pas fait inventaire, et n'avoir pas satisfait à un précédent concordat. S'adresser franco à M. LEHEC, directeur, rue du Bouloi, 23.

SIROP DE THÉRIDACE

H. LEBRUN, éditeur de Portraits et Hist. des Hommes Utiles, du Voyage autour du Monde, par Arago, etc., rue des Petits-Augustins, n^o 6.

STATISTIQUE GÉNÉRALE DE LA FRANCE, RAISONNÉE ET COMPARÉE

disposée d'après un plan nouveau, et fondée pour la première fois sur un ensemble de documents officiels; Par J.-H. SCHULTZER, Membre correspondant de l'Acad. Imp. des sciences de Saint-Pétersbourg, auteur de la Statistique de Russie, directeur de l'Encyclopédie des Gens du monde, etc. L'ouvrage formera 4 vol. in-8°, divisés en deux parties, dont l'une paraît sous ce titre particulier :

DE LA CRÉATION DE LA RICHESSE DES INTÉRÊTS MATÉRIELS.

(Agriculture, exploitation des mines, industrie, exportations, relations commerciales de la France avec tous les pays du monde, transport par terre et par mer, Etat de tous les ports du royaume.) Prix des 2 volumes, 15 fr. par la poste, franco, 18 fr.

Les deux autres volumes, qui réunissent un tableau du territoire et de la population l'Exposé des INTÉRÊTS MORaux, sont sous presse.

Grands et petits APPARTEMENS fraîchement décorés, à louer pour le terme d'été prochain, rue St-Honoré 333. Grands et petits APPARTEMENS, Chambres et Ecuries, à louer pour le terme d'été prochain, rue de Mollière, 4, à Auteuil (près Paris). A l'effet de suite, ancien ÉTABLISSEMENT de bains (sauniers), rue du Faubourg-St-Denis, 183. S'adresser sur les lieux.

par le Tribunal correctionnel, 7^e chambre, Paul-Valéris GILLES, quarante-deux ans, maître maçon, né à Paris, demeurant rue des Écoles-Saint-Martin, 19, commerçant failli, prévenu de banqueroute simple, pour n'avoir pas tenu régulièrement ses livres de commerce et n'avoir pas fait inventaire, a été condamné en quinze jours d'emprisonnement et aux dépens, par application des articles 585 du Code de commerce et 463 du Code pénal.

Pour extrait conforme, en exécution de l'article 600 du Code de commerce. Le greffier, NOEL. (1078)

Suivant jugement rendu, le 2 février 1842, par le Tribunal correctionnel, 7^e chambre, Charles-Adolphe HUGLIN, vingt-trois ans, marchand de légumes, demeurant rue de Lancry, 26, commerçant failli, prévenu de banqueroute simple, pour n'avoir pas tenu régulièrement ses livres de commerce et n'avoir pas fait sa déclaration dans les délais, a été condamné à un mois d'emprisonnement et aux dépens, par application des articles 585 du Code de commerce et 463 du Code pénal.

Pour extrait conforme, en exécution de l'article 600 du Code de commerce. Le greffier, NOEL. (1077)

Suivant jugement rendu, le 1^{er} mars 1842, par le Tribunal correctionnel, 7^e chambre, Alexandre FOCHE, trente-neuf ans, marchand de vins de la Grande-Pinte, 8, à Bercy, commerçant failli, prévenu de banqueroute simple, pour n'avoir pas tenu de livres de commerce et n'avoir pas fait inventaire, a été condamné à quinze jours d'emprisonnement et aux dépens, par application des articles 585 du Code de commerce et 463 du Code pénal.

Pour extrait conforme, en exécution de l'article 600 du Code de commerce. Le greffier, NOEL. (1076)

Suivant jugement rendu, le 10 mars 1842, par le Tribunal correctionnel, 7^e chambre, Alexandre FOCHE, trente-neuf ans, marchand de vins de la Grande-Pinte, 8, à Bercy, commerçant failli, prévenu de banqueroute simple, pour n'avoir pas tenu de livres de commerce et n'avoir pas fait inventaire, a été condamné à quinze jours d'emprisonnement et aux dépens, par application des articles 585 du Code de commerce et 463 du Code pénal.

Pour extrait conforme, en exécution de l'article 600 du Code de commerce. Le greffier, NOEL. (1075)

Suivant jugement rendu, le 4 mai 1842, par le Tribunal correctionnel, 6^e chambre, Joseph-Marcel LEMOINE, vingt-quatre ans, faucheur, demeurant à Paris, rue Neuve-St-Martin, 27, commerçant failli, prévenu de banqueroute simple, pour n'avoir pas tenu de livres de commerce, a été condamné à dix jours d'emprisonnement et aux dépens, par application des articles 585 du Code de commerce et 463 du Code pénal.

Pour extrait conforme, en exécution de l'article 600 du Code de commerce. Le greffier, NOEL. (1074)

Suivant jugement rendu, le 10 mars 1842, par le Tribunal correctionnel, 7^e chambre, Léonard-Ferdinand DUVAL, vingt-sept ans, marchand de laines, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, 207, commerçant failli, prévenu de banqueroute simple, pour n'avoir pas fait la déclaration de la cessation de ses paiements dans les délais de la loi et employé de ses paiements des fonds, a été condamné à quatre mois d'emprisonnement et aux dépens, par application des articles 585 du Code de commerce et 463 du Code pénal.

Pour extrait conforme, en exécution de l'article 600 du Code de commerce. Le greffier, NOEL. (1073)

Suivant jugement rendu, le 10 mars 1842, par le Tribunal correctionnel, 7^e chambre, Jean-Elie GUGNET, trente-deux ans, hôte, rue Saint-Benoit, 30, commerçant failli, prévenu de banqueroute simple, pour n'avoir pas tenu de livres de commerce, a été condamné à un mois d'emprisonnement et aux dépens, par application des articles 585 du Code de commerce et 463 du Code pénal.

Pour extrait conforme, en exécution de l'article 600 du Code de commerce. Le greffier, NOEL. (1072)

TRIBUNAL DE COMMERCE. DÉCLARATIONS DE FAILLITES.

Jugement du Tribunal de commerce de la Seine, du 9 mars 1843, qui déclare la faillite ouverte et en fixe provisoirement l'ouverture au jour :

Du sieur DE MONT, négociant, rue Notre-Dame-de-Victoire, 23, nommé M. Rousselet-Charlard juge-commissaire, et M. Laguerre, rue Cadel, 14, syndic provisoire (N^o 3673 du gr.).

Jugement du Tribunal de commerce de Paris, du 21 mars 1843, qui déclare la faillite ouverte et en fixe provisoirement l'ouverture au jour :

Du sieur PROUT, entrep. de maçonnerie, rue Ménilmontant, 31, nommé M. Bertrand juge-commissaire, et M. Girard, rue Grammont, 8, syndic provisoire (N^o 3683 du gr.).

De la dame veuve VESCIAMÈRES, mde de brosses, rue Neuve-des-Petits-Champs, 33, nommée M. Cornuau juge-commissaire, et M. Henin, rue Pastourel, 7, syndic provisoire (N^o 3686 du gr.).

Du sieur LABBE, mécanicien, rue Rochechouart, 81, nommé M. Rousselet-Charlard juge-commissaire, et M. Girard, rue Bourbon-Villeneuve, 7, syndic provisoire (N^o 3687 du gr.).

Du sieur MAINGANT, fab. de serrures, rue de Charenton, 94, tant en son nom personnel que comme ayant fait partie de la société Maingant et Poulaines, nommé M. Auzouy juge-commissaire, et M. Heron, rue des Deux-Écus, 33, syndic provisoire (N^o 3688 du gr.).

CONVOICATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, le 25 mars, à 10 heures, MM. les créanciers :

NOMINATIONS DE SYNDICS. De la Dlle DESBROSSES, tenant maison de santé à Balgoulles, rue de Puteaux, 6, le 29 mars à 3 heures (N^o 3545 du gr.).

Du sieur GIRALLET jeune, fab. de bandages, rue Montmartre, 20, le 29 mars à 12 heures (N^o 3617 du gr.).

Du sieur DEBISSON, entrep. de peintures, rue de Marivaux, 15, le 27 mars à 10 heures (N^o 3232 du gr.).

Pour assister à l'Assemblée dans laquelle le juge-commissaire doit les consulter, tant sur la composition de l'état des créanciers présumés que sur la nomination de nouveaux syndics.

NOTA. Les tiers-porteurs d'effets ou endossements de ces faillites n'étant pas connus, sont priés de remettre au greffier leurs adresses, afin d'être convoqués pour les assemblées subséquentes.

VÉRIFICATIONS ET AFFIRMATIONS. Du sieur PAGNY, lingier, faubourg Saint-Denis, 27, le 28 mars à 10 heures (N^o 3506 du gr.).

Du sieur BOCHART, tenant chambres garnies, rue de Marivaux, 11, le 29 mars à 12 heures (N^o 3583 du gr.).

Du sieur ANTY, md de nouveautés, rue Castellane, 3, le 29 mars à 2 heures (N^o 3585 du gr.).

Pour être procédé, sous la présidence de M. le juge-commissaire, à une vérification et affirmation de leurs créances :

MM. les créanciers du sieur BARRAD, tenant café-étalaminet au bois de Boulogne, sont invités à se rendre, le 29 mars à 3 heures précises, au palais du Tribunal de commerce, salle des assemblées des faillites, pour entendre le rapport des syndics sur la situation de la faillite, et le faire en ses explications, et, conformément à l'article 510 de la loi du 28 mai 1838, décider s'ils se réservent de délibérer sur un concordat en cas d'acquiescement, et si en conséquence ils sursoient à statuer jusqu'après l'issue des poursuites en banqueroute frauduleuse commencées contre le failli.

Ce surseoir ne pouvant être prononcé qu'à la double majorité déterminée par l'article 507 de la même loi, le juge-commissaire les invite à ne pas manquer à cette assemblée à laquelle il sera procédé à la formation de l'union si la surseoir n'est pas accordé (N^o 3427 du gr.).

CLÔTURE DES OPERATIONS. POUR INSUFFISANCE D'ACTIF. N. B. Un mois après la date de ces jugemens, chaque créancier resté dans l'exercice de ses droits contre le failli.

Le 2 février 1843, Meillan, md de briques, pave de Gentilly, 59. Le 7 : Peymarie, md de parapluies, rue des Prêtres-St-Germain-l'Auxerrois, 17. Le 16 : Pages, traiteur, faubourg Poissonnière, 54.

ASSEMBLÉES DU JEDI 23 MARS. DIX HEURES 1/2 : Taureau, entrep. de bâtimens, conc. — Archimard, commissionnaire en bijouterie, id. — Blanchard, md d'huiles et eaux de vie, clôt. — Carro, md de vins, id. — Quella, ferrailleur, id. — Marchantoux, entrep. de maçonnerie, synd. — Marchand, md de vins-traiteur, vérif. — Terrier, tailleur, id. — Hebert, md de vins-traiteur, id. — Hebert, md de vins-traiteur, id.

Séparations de Corps et de Biens. Le 11 mars 1843 : Jugement du Tribunal civil de la Seine qui déclare la dame Marie-Blanche MALLIE, épouse de M. Alphonse GOUELL, graveur, demeurant à l'Étang-la-Ville, canton de Marly-le-Roi, arrondissement de Versailles (Seine-et-Oise), séparée de biens d'avec son mari, Boninard avoué.

Le 11 mars : Jugement du Tribunal civil de la Seine qui déclare la dame Marie-Colombe BOURGIN, épouse du sieur Philippe-Augustin LEDEL, ancien confectionneur

MM. les actionnaires de la société d'exploitation des mines d'antimoine et de plomb argentifère de la Licouche, de Courgouillet et autres lieux d'Auvergne, sont invités à se rendre à l'Assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le 15 avril prochain, à trois heures du soir, chez M. Fournier, notaire de la société, 21 rue Saint-Marc-Feytaud, à Paris.

Le propriétaire du coupé à deux chevaux qui, mardi 21 mars, à dix heures et demie du soir, a remorqué le haut de la rue du Faubourg-Montmartre, est invité à s'adresser à M. Paulin Laurents avoué à la Cour royale, 19, rue de la Chaussée d'Antin, lequel est chargé de lui faire une communication.

NOUVELLE MAPPEMONE. Cette belle et magnifique carte, dressée par M. A. Vauclemin, ingénieur-géographe, et gravée sur acier par Béthard, est imprimée sur papier grand-colo-graphique et est de près d'un mètre et demi de longueur. — Prix : 1 fr. 50 c. Franco sous bandes par la poste, 1 fr. 60 c. Vente à Paris, chez E. Dussillier, éditeur rue Lafayette, 40. PATE PECTORALE BALISAMIQUE DE REGNAULD AINÉ. Pharmacie, Rue Caumartin, 45. A Paris.

Décès et inhumations.

Le 31 mars 1843. Mme Saint-Yvon, 42 ans, rue de Pondichéry, 12. — Mlle Lamartinière, 20 ans, rue Thurot, 13. — M. Delaunoy, 28 ans, rue d'Angoulême, 28. — M. Pomet, 65 ans, rue de la Paix, 14. — Mlle Maussion, 67 ans, rue d'Argenteuil, 33. — Mme de Bueil, 59 ans, rue Saint-Hippolyte, 274. — M. Weiss, 25 ans, rue de la Harpe, 34. — Mlle Delia, 1. — Mme Moiron, 75 ans, rue du Faub.-Montmartre, 68. — M. Vapillon, 29 ans, rue du Coq-Héron, 9. — M. Antoine, 55 ans, rue des Orfèvres, 11. — M. Bertrand, 83 ans, aux Incarables, 46. — M. Lottin, 34 ans, rue du Faubourg-St-Martin, 69. — M. Weiss, 26 ans, rue de la Fidélité, 8. — Mme Bouchon, 70 ans, aux Jemmapes, 102. — M. Lefevre, 39 ans, rue St-Martin, 103. — M. Lathaye, rue Charonne, 46. — M. Loras, 20 ans, rue du Faub.-St-Antoine, 41. — M. Bigo, 46 ans, rue du Marche-Beauveau, 9. — M. Lavallée, rue Charonne, 16.

BOURSE DU 21 MARS.

Table with 4 columns: 5 0/0 compt., 5 0/0 fin cour., 3 0/0 compt., 3 0/0 fin cour., Napl., etc.

RENTES DU COMPT. A FIN DE MARS.

Table with 2 columns: Rentes de l'Ét., Rentes de la Ville, etc.

RENTES DE LA VILLE.

Table with 2 columns: Rentes de la Ville, Rentes de la Ville, etc.

RENTES DE LA VILLE.

Table with 2 columns: Rentes de la Ville, Rentes de la Ville, etc.

BRETON.

Imprimerie de A. GUYOT, IMPRIMEUR DE L'ORDRE DES AVOCATS RUE NEUVE-DES-PETITS-CHAMPS, 53. Pour légalisation de la signature A. GUYOT, le maire du 2^e arrondissement.